



Régine Perron

# Histoire du multilatéralisme II

L'organisation du bloc occidental  
dans la compétition économique (1958-1963)

## CRMHM1 · III Chapitre 8

Cet ouvrage s'inscrit dans la continuité du précédent, intitulé : *Histoire du multilatéralisme. L'utopie du siècle américain de 1918 à nos jours*, et retrace les décisions prises par les présidences Eisenhower et Kennedy, comme leurs conséquences sur le système multilatéral. Pour la première fois, des gouvernements américains communiquent ouvertement le déficit de leur balance des paiements – évalué à 4 milliards de dollars par Eisenhower. Dans le cadre de la compétition lancée par Khrouchtchev, un tel déficit extérieur ne représentait-il pourtant pas une menace pour la puissance américaine et l'avenir du « monde libre » ? La balance des paiements concentre en effet tous les critères de la puissance devenus classiques en histoire des relations internationales : les éléments économiques, financiers, militaires et politiques.

En réalité, le « monde libre » ne s'est pas écroulé sous le poids de la dette, ni même désorganisé après 1989. Au contraire, la chute du monde soviétique a été considérée comme la victoire du système multilatéral, libéral et capitaliste face au modèle communiste. Il faut donc croire que l'annonce de ce déficit, en 1960, associée à la mise en place d'une politique néo-libérale dans le cadre multilatéral, inaugurerait en fait une nouvelle diplomatie économique, qui dure encore : le déficit extérieur américain atteint aujourd'hui 16 000 milliards de dollars et fait partie du quotidien.

Régine Perron, maître de conférences, est habilitée à diriger des recherches en histoire des relations internationales à l'université de Cergy-Pontoise. Membre du laboratoire de recherches AGORA (ex-CICC), elle est membre associé au Centre Roland Mousnier (UMR 8596) de Sorbonne Université.



ISBN :  
979-10-231-3330-1

Crédit photo : Rencontre du président John F. Kennedy et de l'ancien président général Dwight D. Eisenhower à Camp David, 22 avril 1961. © Robert Knudsen (White House Photograph) / John F. Kennedy Presidential Library and Museum (Boston).

<http://pups.paris-sorbonne.fr>

## HISTOIRE DU MULTILATÉRALISME II

Dernières parutions

- La vierge et le Roi*  
Damien Tricoive
- Devenir japonais. La mission jésuite au Japon (1549-1614)*  
Hélène Vu Thanh
- Partager le monde. Rivalités impériales franco-britanniques (1748-1756)*  
François Ternat
- France-Japon, regards croisés. Mélanges en mémoire de Terushi Hara*  
Dominique Barjot & Patrick Fridenson (dir.)
- De part et d'autre du Danube : l'Allemagne, l'Autriche et les Balkans de 1815 à nos jours. Mélanges en l'honneur du professeur Jean-Paul Bled*  
Mathieu Dubois & Renaud Meltz (dir.)
- Les stratégies de l'échec. Enquêtes sur l'action politique à l'époque moderne*  
Marie Barral-Baron, Marie-Clarté Lagrée & Mathieu Lemoine (dir.)
- Aluminium. Du métal de luxe au métal de masse (XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècle)*  
Dominique Barjot & Marco Bertilorenzi
- Histoire du multiculturalisme. L'utopie du siècle américain de 1918 à nos jours*  
Régine Perron
- Cités humanistes, cités politiques (1400-1600)*  
Denis Crouzet, Élisabeth Crouzet Pavan & Philippe Desan (dir.)
- Les Habsbourg et l'argent*  
Jean Bérenger
- La Politique de l'histoire en Italie. Arts et pratiques du réemploi (XIV<sup>e</sup>-XVII<sup>e</sup> siècle)*  
Caroline Callard, Élisabeth Crouzet-Pavan & Alain Tallon (dir.)
- Frontières religieuses dans le monde moderne*  
Francisco Bethencourt & Denis Crouzet (dir.)
- Les Maîtres du comptoir : Desgrand père et fils. Réseaux du négoce et révolutions commerciales (1720-1878)*  
Jean-François Klein
- Le corps des esclaves de l'île Bourbon. Histoire d'une reconquête*  
Prosper Eve
- Chrétiens et Ottomans de Malte et d'ailleurs*  
Alain Blondy
- La Faveur et la Gloire. Le maréchal de Bassompierre mémorialiste (1579-1646)*  
Matthieu Lemoine (dir.)
- L'entreprise et sa mémoire. Mélanges en l'honneur de Maurice Hamon*  
Didier Bondue (dir.)
- Les frères d'Eichtal*  
Hervé Le Bret
- Pierre Chaunu historien*  
Jean-Pierre Bardet, Denis Crouzet & Annie Molinié-Bertrand (dir.)
- L'union du Trône et de l'autel ? Politique et religion sous la Restauration*  
Matthieu Brejon de Lavergnée & Olivier Tort (dir.)

Régine Perron

# Histoire du multilatéralisme II

L'organisation du bloc occidental dans  
la compétition économique (1958-1963)



Ouvrage publié avec le soutien du laboratoire de recherche AGORA  
de l'Université de Cergy-Pontoise et du Centre Roland Mousnier  
de Sorbonne Université

Les SUP sont un service général de la faculté des Lettres de Sorbonne Université

ISBN de l'édition papier : 979-10231-0589-6  
© Presses de l'université Paris-Sorbonne, 2018

© Sorbonne Université Presses, 2023

Maquette et réalisation : Gaëlle Bachy  
d'après le graphisme de Patrick Van Dieren

Adaptation numérique : Emmanuel Marc Dubois/3d2s

## **SUP**

Maison de la Recherche  
Sorbonne Université  
28, rue Serpente  
75006 Paris

Tél. (33) 01 53 10 57 60

[sup@sorbonne-universite.fr](mailto:sup@sorbonne-universite.fr)

<http://sup.sorbonne-universite.fr>

*À Robert et Henriette Perron*





## LISTE DES ABRÉVIATIONS

AELE :	Association européenne de libre-échange
AID :	Agence internationale de développement
AIIB :	Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures
BIRD :	Banque internationale de reconstruction et de développement
BIS :	Banque des règlements internationaux
CEA :	Council of Economic Advisers
CECA :	Communauté européenne du charbon et de l'acier
CEE :	Communauté économique européenne
CEPAL :	Commission économique pour l'Amérique latine de l'ONU
CNUCED :	Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement
DAG :	Development Assistance Group
DLF :	Development Loan Fund
EAMA :	États africains et malgache associés
ECA :	European Cooperation Administration
FAO :	Food and Agriculture Organization
FED :	Fonds européen de développement
FMI :	Fonds monétaire international
GATT :	General Agreement on Tariffs and Trade
ICA :	International Cooperation Administration
IDA :	International Development Association
OCDE :	Organisation de coopération et de développement économique
OECE :	Organisation européenne de coopération économique
OIC :	Organisation internationale du commerce
OMC :	Organisation mondiale du commerce
ONU :	Organisation des Nations unies
OTAN :	Organisation du traité de l'Atlantique nord
PAC :	Politique agricole commune
PAM :	Programme alimentaire mondial
PTOM :	Pays et territoires d'outre-mer
TEC :	Tarif extérieur commun
UE :	Union européenne
UEO :	Union de l'Europe occidentale
UEP :	Union européenne des paiements
UER :	Union européenne de réserve



TROISIÈME PARTIE

**La solution multilatérale au déficit  
américain : le commerce mondial avec  
l'Europe de l'Ouest et le Tiers Monde  
(1961-1963)**



Le commerce mondial représente la véritable solution pour résoudre le problème du déficit américain. C'est pourquoi les États-Unis n'ont de cesse d'y faire participer tous les partenaires commerciaux – sans exception – dans le cadre du GATT. Cela favorise une libéralisation accrue des échanges et relance les exportations si vitales à la santé de l'économie américaine. Le « monde libre » en profite également. En ce début de la décennie 1960, les États-Unis et l'Europe de l'Ouest représentent la part du commerce mondial la plus importante, et le Japon commence à compter. Cependant, cette décennie coïncide avec l'émergence de nouveaux États-nations issus de la colonisation, réunis sous l'expression Tiers Monde.

La conférence de Bandung de 1955 a suffisamment marqué le paysage international. Elle a demandé à ce que les revendications pour une meilleure insertion de ce Tiers Monde dans l'économie soient entendues. En effet, le point numéro 6 du communiqué final de cette conférence déclare : « Les pays d'Asie et d'Afrique doivent varier leurs exportations en manufacturant leurs matières premières toutes les fois que la chose est économiquement réalisable [...] »<sup>1</sup>. Ce communiqué met ainsi l'accent sur la nécessaire industrialisation de leurs pays, pour exporter à leur tour des produits transformés et manufacturés, au lieu de produits bruts comme au temps de la colonisation.

De plus, l'enjeu de la guerre froide, symbolisé par la compétition économique, consiste à attirer, aussi bien pour les États-Unis que pour l'URSS, le maximum de pays du Tiers Monde dans son camp. C'est alors que la diplomatie économique prendra de l'importance avec cette partie du monde, qui devra aussi jouer un rôle dans la réduction du déficit de la balance des paiements des États-Unis, puisque tout le monde est concerné dans le système multilatéral.

Auparavant, pour situer les origines de cette politique du développement ou plutôt pour situer le moment de la prise de conscience de la nécessité d'une aide au développement, on a eu l'habitude de citer le président américain

1 Le texte intégral du Communiqué final de l'Asian-African Conference est disponible en version française [en ligne : [http://www.cvce.eu/obj/communique\\_final\\_de\\_la\\_conference\\_afro\\_asiatique\\_de\\_bandoeng\\_24\\_avril\\_1955-fr-676237bd-72f7-471f-949a-88b6ae513585.html](http://www.cvce.eu/obj/communique_final_de_la_conference_afro_asiatique_de_bandoeng_24_avril_1955-fr-676237bd-72f7-471f-949a-88b6ae513585.html)], consulté le 7 février 2015.

Harry Truman. Celui-ci a déclaré dans le « Point 4 » de son discours d'investiture le 20 janvier 1949 :

Nous devons mettre en œuvre un nouveau programme marquant pour que nos avancées scientifiques et industrielles profitent à l'amélioration et à la croissance des zones sous-développées. [...] Je pense que nous devons mettre à la disposition des pays, qui aiment la paix, les bénéfices de l'ensemble de nos connaissances technologiques dans le but de les aider à réaliser leurs aspirations à une vie meilleure<sup>2</sup>.

L'expression de zones sous-développées est alors employée pour la première fois afin de désigner des pays qui n'ont pas encore atteint le stade de l'industrialisation. Truman désigne aussi les avancées scientifiques et le progrès technologique comme des facteurs de croissance économique que l'on doit leur fournir.

190

La place du Tiers Monde dans le commerce mondial est dès lors marquée par l'aide au développement pour qu'il puisse atteindre l'égalité avec les pays industrialisés. De nouveaux marchés deviennent ainsi accessibles pour relancer, et surtout pour augmenter, les exportations de produits américains. En échange, les pays du Tiers Monde bénéficient de l'apport de capitaux grâce aux devises étrangères, aux prêts et aux investissements pour leur industrialisation. Tout cela s'obtient sous diverses formes bien définies.

En premier lieu, l'aide au développement s'intègre dans les mesures commerciales du GATT, visant à aménager la concurrence pour ces pays du Tiers Monde. Le GATT cherche à les insérer dans la relance des exportations, pour qu'ils puissent acquérir les devises internationales considérées comme nécessaires au démarrage de l'industrialisation à court terme. En second lieu, les mesures non commerciales concernent « l'industrialisation à long terme », c'est-à-dire l'assistance alimentaire, financière et technique apportée dans le cadre multilatéral par l'ONU, avec la Food and Agriculture Organization (FAO) et le Programme alimentaire mondial (PAM). Dans le cadre bilatéral, nous avons les États-Unis avec l'aide étrangère (*Foreign Aid*), la CEE avec le Fonds européen de développement (FED) et l'Europe de l'Ouest en général. Finalement, l'aide au développement est multiple et est caractérisée par l'imbrication des mesures multilatérales, des accords internationaux, des accords bilatéraux ainsi que des mesures proprement nationales. Ici, on ne considérera que les mesures

---

2 Le texte intégral de ce discours est disponible dans sa version originale [en ligne : [http://www.trumanlibrary.org/whistlestop/5oyr\\_archive/inagural20jan1949.htm](http://www.trumanlibrary.org/whistlestop/5oyr_archive/inagural20jan1949.htm)], consulté le 7 février 2015.

concernant le commerce international et destinées aux pays du Tiers Monde dans le cadre du GATT et hors du GATT.

Comment vont s'agencer, au sein de ce commerce mondial élargi, les intérêts des États-Unis et de l'Europe de l'Ouest d'un côté, et ceux du Tiers Monde de l'autre? En 1960, Dwight D. Eisenhower se plaint de l'obstruction du Congrès à son programme d'aide étrangère, qu'il considère comme essentiel pour contrer l'influence communiste dans le Tiers Monde<sup>3</sup>. C'est ensuite au tour de John F. Kennedy de convaincre le Congrès d'appuyer ses initiatives, mais il rencontre aussi de grandes difficultés. Ainsi, le rapport du Budget de 1961 définit la nouvelle politique économique extérieure des États-Unis : « Au cours des dernières années, l'accent mis sur l'assistance militaire a diminué. En même temps que l'aide économique permanente sous forme de subventions, on a créé ou renforcé d'autres instruments pour la promotion de la stabilité et de la croissance<sup>4</sup> ». Cette période est décisive pour l'avenir. En effet, toutes les décisions prises entre 1958 et 1963 formeront jusqu'à nos jours le cadre des relations commerciales entre le Nord et le Sud.

Les États-Unis réussiront-ils à confirmer le processus du multilatéralisme à la fois avec l'Europe de l'Ouest industrialisée et le Tiers Monde émergent? Et surtout réduiront-ils leur déficit grâce à ces partenaires?

3 Chester J. Pach Jr., « Introduction », dans Kathryn C. Statler et Andrew L. Johns (dir.), *The Eisenhower Administration, the Third World, and the Globalization of the Cold War*, Lanham, Rowman and Littlefield Publishers, 2006, p. XIV.

4 NA, RG 40, ExeSec : Bureau du Budget, *Staff Study of Organization...*, janvier 1961, *op. cit.* p. 1-3.





## ÉQUILIBRER LES RELATIONS GRÂCE AU FUTUR KENNEDY ROUND (1962-1963)

Avant toute négociation officielle au GATT, il est essentiel d'étudier les préliminaires, car ils préparent le terrain. On négocie déjà en amont pour obtenir les compromis, qui seront ensuite confirmés officiellement lors du *round*. Contrairement au Dillon Round, la bibliographie est nettement plus importante sur le Kennedy Round<sup>1</sup>. De même, le développement et les traitements réservés aux pays en développement au GATT, puis à l'OMC, sont en général étudiés par les juristes<sup>2</sup>. C'est pourquoi ce chapitre ne reprend pas tout le processus qui conduit au Kennedy Round, mais précise certains points à la lumière des limites du précédent Dillon Round. Par exemple, l'historiographie a surtout porté sur les enjeux entre les États-Unis et l'Europe, alors que ceux du Tiers Monde, participant au GATT, n'ont pas fait l'objet de la même attention.

231

TROISIÈME PARTIE La solution multilatérale au déficit américain

### QUELQUES ÉLÉMENTS SUR LE *TRADE EXPANSION ACT*

Le *Trade Expansion Act* est élaboré tout le long de l'année 1961 avec la Maison-Blanche, qui le présente après une bataille interne, au Congrès en 1962. Il donne des pouvoirs étendus au président jusqu'au 30 juin 1967. Ce dernier peut alors proposer des baisses de 50 % des droits de douane sur tous les produits manufacturés, et des suppressions du droit de douane sur les produits qui représentent 80 % du commerce mondial entre les États-Unis et l'Europe. De même, le *Trade Expansion Act* délimite le champ des négociations entre le bloc européen constitué de la CEE avec la Grande-Bretagne et l'AELE, et les autres parties contractantes du GATT.

Howard C. Petersen, chargé par Kennedy de son élaboration, car expert en commerce international, met l'accent sur cette nouvelle unité commerciale en

- 1 Quelques exemples : John W. Evans, *The Kennedy Round in American Trade Policy. The Twilight of the GATT?*, Cambridge, Harvard University Press, 1971; Sophie Meunier, *L'Union fait la force. L'Europe dans les négociations commerciales internationales*, Paris, Presses de Sciences Po, 2005; Lucia Coppolaro, *The Making of the World Trading Power. The European Economic Community (EEC) in the GATT Kennedy Round Negotiations (1963-1967)*, Burlington, Ashgate, 2013.
- 2 Par exemple, Charles-Emmanuel Côté, « De Genève à Doha : genèse et évolution du traitement spécial et différencié des pays en développement dans le droit de l'OMC », *McGill Law Journal/Revue de droit de McGill*, vol. 56, n° 1, décembre 2010, p. 115-176.

Europe. Celle-ci présente ses avantages, mais aussi une certaine menace qui doit être immédiatement écartée.

Une fois que le Royaume-Uni aura rejoint la CEE, le monde industrialisé sera dominé par deux principaux marchés – la Communauté élargie et les États-Unis. L'issue qui se présente est, si cet énorme potentiel économique d'une Europe unifiée est utilisé de concert avec les ressources des États-Unis et les autres pays occidentaux avancés, vers des objectifs communs d'ordre économique, politique et de sécurité ; ou si, malgré les souhaits et intentions des deux côtés de l'Atlantique, la nouvelle zone de préférence commerciale conduit la CEE élargie et ses associés d'outre-mer vers une force économique et politique séparée<sup>3</sup>.

232

Là se situe l'enjeu du *Trade Expansion Act* : les États-Unis visent plus que jamais à renforcer les relations avec cette nouvelle Europe multilatérale des années 1960, face au général de Gaulle qui manœuvre pour promouvoir une autre Europe. Il s'agit d'ouvrir les marchés de ces pays associés à la CEE, pour satisfaire les revendications des autres pays du Tiers Monde n'en faisant pas partie. En effet, certains représentent des enjeux commerciaux importants aux yeux des États-Unis, comme l'Amérique latine.

Le 24 janvier 1962, Kennedy prononce au Congrès le discours sur le commerce et définit les objectifs du *Trade Expansion Act*. Du point de vue législatif, il s'agit de renouveler le premier accord, le *Reciprocal Trade Agreement* qui date de 1934, ainsi que d'étendre les pouvoirs de négociation qui expirent le 30 juin 1962. De plus, le nouveau contexte international nécessite un réajustement des buts de négociation au sein du GATT, c'est-à-dire en tenant compte de « la croissance du Marché commun », « des pressions croissantes sur leur balance des paiements », « du besoin d'accélérer leur propre croissance économique », « de l'offensive commerciale et de l'aide communistes » et « du besoin de nouveaux marchés pour le Japon et les nations en développement »<sup>4</sup>. On pourrait considérer ce discours comme une synthèse des orientations en politique économique observées jusque-là. Il contient les principales solutions au déficit de la balance des paiements américaine, la coopération de la Communauté atlantique, la satisfaction des revendications faites par les pays en développement et la réponse à la compétition économique avec l'URSS.

Le *Trade Expansion Act*, présenté au Congrès au début du mois de janvier 1962, s'entend comme une grande offensive commerciale des États-Unis.

3 JFK, NSF : Mémoire pour le président, *Foreign Trade Legislation for 1962*, de Howard C. Petersen, 22 novembre 1961.

4 NA, RG 40, ExeSec : Maison-Blanche, *Message on Trade to the Congress of the United States*, prononcé par John Kennedy, 24 janvier 1962. Les citations suivantes sont extraites du même document.

Il coïncide avec la conclusion, le 14 janvier 1962, du premier marathon de négociations sur la PAC de la CEE. Il rappelle, particulièrement à l'Europe des Six, l'obligation de se plier à une véritable coopération, en ouvrant son marché à la Communauté atlantique et au Tiers Monde. Sous cet angle, le discours suivant du 4 juillet 1962, à Philadelphie, où Kennedy propose à l'Europe de l'Ouest un partenariat à égalité, apparaît davantage comme une tentative de temporiser l'expression du partage du fardeau, lancée par Eisenhower. Ce dernier discours cherche peut-être aussi à modérer le ton impératif de celui de janvier 1962.

### NÉGOCIER LES PRODUITS AGRICOLES ENTRE LES ÉTATS-UNIS ET L'EUROPE DE L'OUEST

Il s'agit à présent de négocier les produits agricoles stratégiques entre les deux partenaires. Comme le déclare George Ball à la fin de l'année 1961 : « pour l'année prochaine, le commerce des produits agricoles, à la fois tempérés et tropicaux, deviendra un enjeu majeur dans les relations internationales », à cause de l'adhésion à venir de la Grande-Bretagne à la CEE, et à cause des surplus agricoles qui menacent en Europe de l'Ouest<sup>5</sup>.

Mais le Commonwealth pose un problème, depuis le début des négociations avec les Six sur la demande d'adhésion de la Grande-Bretagne, et qui va apparaître en 1962 au grand jour. C'est ici que les enjeux nationaux, au niveau du marché agricole mondial, se présentent dans leur complexité. En effet, comment agencer les intérêts respectifs de la CEE, de la Grande-Bretagne et des États-Unis ? De même, les enjeux nationaux portent sur les restrictions à l'importation des produits agricoles aux États-Unis, ainsi que sur les régimes préférentiels de la CEE et de la Grande-Bretagne. Ces enjeux concernent les marchés agricoles de toute la surface de la planète, c'est-à-dire du climat tempéré au climat tropical. Or le Dillon Round a clos les négociations sur ce constat : le renforcement du protectionnisme sur les produits agricoles pénalise les pays du Sud.

#### Les produits agricoles tempérés et l'adhésion de la Grande-Bretagne à la CEE

Le cas de ces produits agricoles du Commonwealth (le Canada, l'Australie et la Nouvelle-Zélande) constitue un grand obstacle dans les négociations sur l'adhésion de la Grande-Bretagne<sup>6</sup>. Habituellement vendus à la métropole

5 NA, RG 56, Fowler : Mémoire pour le président, de George Ball, 23 octobre 1961.

6 Sur le chapitre de ces négociations agricoles, voir Piers Ludlow : *Dealing with Great Britain: The Six and the First Application to the ECC*, Cambridge, Cambridge University Press, 1997, p. 169-199 ; Sophie Meunier, *L'Union fait la force...*, op. cit., p. 103-135 ; Lucia Coppolaro, *The Making of the World Trading Power...*, op. cit.

dans le cadre de la préférence impériale, leur écoulement en Europe pose néanmoins quelques problèmes. La Grande-Bretagne tente d'obtenir pour le Commonwealth des exceptions aux règles de la PAC, tout en conservant sa préférence impériale. Quelle est alors la position des Six ? D'après Paul Henri Spaak, le danger risque de venir du côté français, car : « si les Britanniques insistent sur les préférences permanentes accordées aux produits du Commonwealth, les Français se trouveront dans une position très forte et logique de rejeter leur candidature, et apparaîtront ainsi comme étant les défenseurs du traité de Rome<sup>7</sup> ». C'est en effet ce qui s'est produit : au début de l'année 1963, le général de Gaulle a rejeté la candidature britannique.

Un des souhaits de la Grande-Bretagne concerne la période de transition, proposée par les Six. Les Britanniques demandent sa prolongation au-delà de l'année 1970<sup>8</sup>. Cette transition a pour objectif de permettre la réduction progressive de la préférence impériale des pays du Commonwealth, pour leur permettre de s'adapter au Marché commun. Mais, du point de vue des États-Unis, ces produits sont tout simplement considérés comme concurrentiels. Par conséquent, ils refusent d'accéder à ce vœu britannique qui, on le rappelle, est formulé dans le cadre des négociations entre les Six et la Grande-Bretagne. Selon G. Ball : « en toute circonstance, il est impératif du point de vue des États-Unis que le traitement spécial et privilégié réservé aux produits agricoles tempérés du Commonwealth ne doit pas être prolongé au-delà de 1970<sup>9</sup> ». Leur intervention a-t-elle finalement contribué à rendre difficiles ces négociations entre les Six et la Grande-Bretagne ?

Au printemps 1962, l'éventualité d'un échec de ces discussions paraît suffisamment sérieuse pour qu'on réfléchisse à Washington à une meilleure tactique : « nous devons être sûrs que les autres pays européens continuent de vouloir l'entrée de la Grande-Bretagne et qu'ils sont peu disposés de permettre à De Gaulle de la garder en dehors. [...] Nous devons persuader les Britanniques (et les Dominions) de ne pas mettre leur prix trop haut ; nous suivons cette voie<sup>10</sup> ». C'est à ce moment-là que Paul Henri Spaak demande une intervention américaine directe, dans le cadre de l'OTAN, pour sauver ces négociations, comme le rapporte l'ambassadeur américain de Belgique, Douglas MacArthur : « Il a dit qu'il était très important que nous fassions comprendre, d'une manière non équivoque aux Britanniques, notre forte opposition à leur position sur les

7 JFK, NSF : *Memorandum for conversation between John Kennedy and Paul-Henri Spaak*, 9 juin 1962.

8 JFK, NSF : Télégramme au secrétaire d'État, de Douglas MacArthur 1<sup>er</sup> juin 1962.

9 JFK, NSF : *Memorandum for conversation...*, 9 juin 1962, *op. cit.*

10 JFK, NSF : *Thoughts on Reading the Morning Papers* (points de vue de Joseph Alsop et de Sulzberger), 9 mai 1962.

privileges permanents du Commonwealth, tout comme notre bienveillance à accepter une période transitoire raisonnable<sup>11</sup>».

Pourtant, un compromis entre les Six et la Grande-Bretagne semble faire son chemin. Certaines préférences sur les produits agricoles tempérés pourraient être maintenues au-delà de l'année 1970, jusqu'à la conclusion d'une solution satisfaisante. Mais les États-Unis eux-mêmes s'y déclarent encore une fois opposés<sup>12</sup>. De ce fait, la Grande-Bretagne aurait-elle pu alors entrer dans la CEE, sur la base de cet accord et sans le veto américain ? Les États-Unis présentent de nouveau Paul Henri Spaak pour qu'il introduise, grâce à son influence, une ligne plus libérale au sein de l'Europe agricole. C'est alors que Jean Monnet, contacté par les États-Unis, déconseille vivement toute pression, même indirecte, de la part du gouvernement américain. Pour lui, la Grande-Bretagne fait fausse route avec ses exigences<sup>13</sup>.

L'année 1963 débute par le veto du général de Gaulle contre l'adhésion de la Grande-Bretagne au Marché commun. Juste auparavant, John F. Kennedy sollicite une fois encore Paul Henri Spaak : « [...] Je continue de compter sur vous pour toute aide et assistance sur ces problèmes à l'avenir<sup>14</sup> ». Alors que ces trois pays, la France, la Grande-Bretagne et les États-Unis sont peu enclins à des compromis, il ne fait pas de doute que réussir de telles négociations aurait été une grande prouesse diplomatique. Quelle est la réaction des États-Unis à ce veto ?

Au cours d'une réunion du National Security Council, le gouvernement tire les conclusions. Il mise dès lors sur l'Alliance atlantique, c'est-à-dire l'OTAN, afin de resserrer les liens entre les Européens et les Américains. C'est suivre la ligne recommandée auparavant par P. H. Spaak. Selon Kennedy :

L'adhésion de la Grande-Bretagne au Marché commun aurait renforcé l'Europe, mais la France ne l'a pas permis. Si la Grande-Bretagne y était entrée, cela aurait représenté un coût pour nous en termes de commerce, mais cela aurait été une bonne chose pour la stabilité de l'Europe. Que la France la maintienne en dehors a été un sérieux revers pour nous, surtout pour la Grande-Bretagne. Il est dans notre intérêt de renforcer l'Europe et le concept unilatéral, mais De Gaulle y est opposé. Si l'on renforce le concept multilatéral, cela renforcera l'OTAN et augmentera la dépendance à notre

11 JFK, NSF : Télégramme au secrétaire d'État, de Douglas MacArthur, 12 mai 1962.

12 *Ibid.*

13 JFK, NSF : *Memorandum of call conversation with Jean Monnet* à McGeorge Bundy, de J. Robert Schartzel (Affaires atlantiques), 8 novembre 1962.

14 JFK, NSF : Télégramme à Paul Henri Spaak, de John F. Kennedy, 11 janvier 1963.

égard et, par conséquent, notre influence en Europe. Cela nous donnera le pouvoir de la guider et de la garder forte<sup>15</sup>.

La ligne de conduite consistera désormais à défendre âprement les intérêts des États-Unis dans les négociations commerciales avec l'Europe, et à mettre l'accent sur leur puissance militaire au sein de l'OTAN<sup>16</sup>. Ainsi, on peut mieux comprendre la pugnacité des États-Unis dans les négociations commerciales à venir avec l'Europe. Sera-t-elle payante à terme ?

Le partenariat égal entre les États-Unis et l'Europe de l'Ouest, proposé dans son discours du 4 juillet 1962, est désormais oublié, puisque le général de Gaulle l'a rejeté avec son veto contre la Grande-Bretagne. Pourtant, cela aurait permis d'envisager une nouvelle forme de relations possibles, peut-être plus égales, entre ces deux partenaires, même sans la Grande-Bretagne. Cependant, faut-il rappeler que ce veto est intervenu la veille du rapport final du Comité Mansholt sur les négociations agricoles entre la CEE et la Grande-Bretagne, qui propose un accord sur les produits tempérés ? Ce rapport a peut-être paru, aux yeux du général de Gaulle, aussi déplaisant que la question militaire liée aux accords anglo-américains de Nassau, à laquelle on fait toujours référence<sup>17</sup>. De l'autre, les États-Unis ont rejeté cet accord sur les produits tempérés entre les Six et la Grande-Bretagne. Le refus américain et le veto français ont concouru ensemble à anéantir toute possibilité d'adhésion britannique au Marché commun à cause des produits agricoles tempérés.

Pour conclure sur ce veto, l'enjeu sous-jacent de l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun finit par apparaître clairement du côté américain :

Le veto de De Gaulle contre l'admission de la Grande-Bretagne dans les Communautés européennes a été un sérieux revers pour la politique commerciale américaine, dans la mesure où nous avions espéré que la présence du Royaume-Uni dans la CEE faciliterait une négociation commerciale entre celle-ci et nous-mêmes. Malheureusement, De Gaulle a été convaincu que cette adhésion britannique aurait cet effet. Dès lors, ce qui était pour nous un bénéfice a paru une menace pour lui, il a agi en conséquence (bien que ceci, bien sûr, n'ait pas été le seul motif du veto)<sup>18</sup>.

15 JFK, NSF : *Notes on Kennedy's Remarks, National Security Council*, 22 janvier 1963.

16 *Ibid.*

17 Anne Deighton, « La Grande-Bretagne et la Communauté européenne économique (1958-1963) », *Histoire, Économie, Société*, n° 1, 1<sup>er</sup> trimestre 1994, p. 113-130. L'auteur met en évidence que la décision du général de Gaulle avait été prise avant la conclusion de ces accords de Nassau.

18 JFK, NSF : Bureau du renseignement et de recherche, département d'État, *Possibilities and Limitations in dealing with de Gaulle*, de Thomas L. Hugues, 16 avril 1963.

La Grande-Bretagne aurait donc été le cheval de Troie dans la CEE, afin de favoriser la formation d'une zone de libre-échange sans discriminations contre les produits américains (et aussi sans la perspective d'une Europe politique).

#### La Politique agricole commune et les compromis pour le Kennedy Round

En fin de compte, la CEE s'achemine vers des compromis agricoles avec les États-Unis, afin de réussir le Marché commun tout comme le prochain *round* du GATT. L'enjeu est bien celui-ci : les tarifs douaniers agricoles de la CEE, mis au point par la PAC, seront-ils négociables au GATT ? Si oui, sur quels produits ? Les expériences passées de la CECA et de la CEE ont rendu méfiante la Commission européenne elle-même.

La CEE choisit alors de répondre au souhait des États-Unis de conclure « un 'préaccord' en matière agricole, avant l'engagement des négociations tarifaires proprement dites<sup>19</sup> ». Sa solution est de proposer des accords mondiaux sur les céréales, la viande, les produits laitiers et le sucre, ainsi qu'une baisse du droit de douane sur la volaille<sup>20</sup>. Ce sont les produits provoquant le plus de litiges avec les États-Unis. À présent, il s'agit de préparer les négociations du Kennedy Round. La France ne va-t-elle pas s'y opposer aussi tant que la PAC ne sera pas finalisée ? Pourtant, Mansholt insiste sur le fait que : « [...] les règles de la PAC doivent être établies, mais [qu'] elles ne doivent pas être appliquées avant la 'conclusion' du Kennedy Round<sup>21</sup> ». Cette dernière remarque ne va pas dans le sens du général de Gaulle qui, lui, vise à mettre en place la PAC avant le démarrage du Kennedy Round. Comme la Commission européenne le craignait, la France utilisera la menace de veto pour participer au prochain Kennedy Round, si la PAC n'est pas conclue auparavant.

En ce qui concerne la menace de la France de ne pas participer à Genève aux discussions du GATT à moins qu'un accord satisfaisant ne soit conclu par les Six sur la PAC, Rostow fait observer que certains Européens semblent penser que les Cinq n'ont pas d'alternative, sauf de céder à De Gaulle sur la PAC et sur les autres problèmes de la CEE, car le Marché commun est essentiel aux économies des Cinq et, que si De Gaulle y est opposé, il pourrait provoquer sa destruction<sup>22</sup>.

Le 29 juillet 1963, le général de Gaulle rappelle, au cours d'une conférence de presse, cette menace de désintégration du Marché commun.

19 CE, Commission, *Procès-verbal spécial n° 221 de la 121e réunion* du 13 mars 1963 : Travaux en rapport avec la préparation des prochaines négociations à la suite du *Trade Expansion Act*.

20 *Ibid.*

21 *Ibid.*

22 JFK, NSF : Télégramme au secrétaire d'État, de MacArthur, 12 mai 1963.

Au cours de la réunion à La Haye de l'UEO en octobre, les Six ont finalement convenu de conclure l'accord sur la PAC avant le 31 décembre 1963<sup>23</sup>, soit avant le lancement du Kennedy Round en 1964. Toutefois : « les difficultés restent importantes, dues en particulier à l'attitude allemande sur le problème agricole, à la position des États-Unis et à la réaction des groupes de commerce traditionnel. Après avoir défini la PAC, les grandes négociations commenceront l'année suivante dans le cadre du GATT<sup>24</sup> ».

Cependant, Ludwig Erhard, nouvellement nommé chancelier de la RFA en octobre 1963, affirme au cours d'une interview au journal *Le Figaro* : « la PAC est le prélude nécessaire au 'désarmement douanier', qui est le but du Kennedy Round<sup>25</sup> ». Désormais, l'entente entre les Six est réelle. Le deuxième marathon agricole se termine, le 23 décembre 1963, avec un accord sur les produits laitiers, le bœuf, et le riz. Le Kennedy Round peut démarrer en mai 1964. En échange, le prix du blé est négocié hors du GATT et dans le cadre d'un accord international entre les principaux producteurs et exportateurs, les États-Unis, la CEE, la Grande-Bretagne et le Commonwealth (principalement le Canada, la Nouvelle-Zélande et l'Australie). Il sera ensuite appliqué après le démarrage du Kennedy Round en 1964, conformément au souhait des États-Unis.

Avec cette étude, on peut se joindre au débat suscité par le point de vue d'Andrew Moravcsik, sur les intérêts essentiellement commerciaux de la politique du général de Gaulle<sup>26</sup>. Les aspects économiques de cette période de l'histoire de l'intégration européenne ont été assez occultés. Ce défaut vient davantage du fait que la politique américaine a été officiellement très discrète sur ces sujets épineux. Toutefois, il semble difficile d'ignorer la globalité d'une politique, car ce serait nier les liens inextricables entre l'économie et le politique.

La politique du gouvernement de Kennedy reste linéaire, tant que la question du marché agricole européen n'est pas résolue à la fois du point de vue communautaire (avec la PAC) et du point de vue international (au GATT et hors du GATT). Les États-Unis ont au moins obtenu que la CEE, en négociant l'adhésion de la Grande-Bretagne, conserve son entité économique avec son TEC unique, sans pour autant devenir une zone de multiples préférences tarifaires. Il est en effet hors de question d'accepter cette adhésion britannique au Marché commun à n'importe quel prix, c'est-à-dire celui d'un maintien prolongé de la préférence impériale sur les produits agricoles tempérés du Commonwealth. De l'autre, il est certain que l'exclusion de la Grande-Bretagne

23 L'UEO est une émanation du Pacte de Bruxelles, afin de remplacer la CED rejetée par la France.

24 JFK, NSF : Télégramme au secrétaire d'État, de Bohlen, 30 octobre 1963.

25 JFK, NSF : Télégramme au secrétaire d'État, de Bohlen, 18 novembre 1963.

26 Andrew Moravcsik, « Général de Gaulle between Grain and Grandeur: the Political Economy of French EC, 1958-1970 », *Journal of Cold War Studies*, vol. 2, n° 2, 2000, p. 3-43.



de la CEE, ouvertement décidée par le général de Gaulle, a constitué malgré tout un cuisant échec pour Kennedy pour son « Grand dessein ». Dans le même ordre d'idée, Thomas Zeiler argumente que : « Kennedy a anticipé le protectionnisme de la CEE, mais a présumé qu'il pouvait le surmonter en influençant la politique des Six avec la doctrine du "Fair-Trade". Il a eu tort<sup>27</sup> ». Il me semble qu'il s'agissait avant tout de ne pas heurter de Gaulle, car la crainte de ses éclats était réelle. Comme le souligne Robert Rothschild, diplomate belge : « Du "Grand dessein" de 1962, il ne restait que le Kennedy Round, la vaste négociation commerciale de Genève<sup>28</sup> ».

En définitive, les assises institutionnelles multilatérales de la CEE et de l'OTAN sont restées intactes, ainsi que l'assurance d'un tarif douanier unique (sans ajouter la préférence impériale du Commonwealth). Le plan Fouchet du général de Gaulle pour une autre Europe a échoué. Là réside le vrai but de la politique étrangère américaine : préserver la cohérence de l'architecture multilatérale du « monde libre ». Les quelques inconvénients (comme les discriminations) seront alors résolus sur le long terme.

#### LE PARTAGE DU FARDEAU : GARDER LES PAYS DU TIERS MONDE DANS LE GATT (1962-1963)

À présent, il s'agit d'intégrer les pays du Tiers Monde dans le système multilatéral. Le discours sur le commerce de janvier 1962 vise en effet à favoriser leur ancrage dans le camp du « monde libre », par le biais du GATT. Du côté de la Commission européenne, Robert Marjolin fait judicieusement remarquer la portée d'une telle initiative : « [...] il ne s'agit pas ici de créer une zone partielle de libre-échange, mais plutôt d'aboutir à une réduction des droits de douane à l'échelle du monde libre [...] »<sup>29</sup>. Ce monde doit se présenter unifié au sein du GATT, en un ensemble homogène et prospère, face à l'URSS. Cet objectif sera-t-il atteint lors des préliminaires du Kennedy Round ?

#### Le problème des recettes tirées des exportations

Les revendications économiques de ces pays participants à la Conférence de Bandung sont liées à la croissance économique et, en particulier à leur insertion dans le commerce mondial. Ces pays l'envisagent-ils dans le cadre de la division internationale du travail ou dans celui de la substitution des importations ? Sur ce point, l'ambiguïté demeure.

<sup>27</sup> Thomas W. Zeiler, *American Trade...*, *op. cit.*, p.258.

<sup>28</sup> Robert Rothschild, *Un Phénix nommé Europe, mémoires 1945-1955*, Paris, Racine, 1997, p. 296.

<sup>29</sup> CE (FI), BAC 1-1967, n° 82 : Commission, Direction des relations extérieures, *Conclusions de la XX<sup>e</sup> réunion du Comité des directeurs de la politique commerciale*, 4 avril 1962.

Au cours de cette année 1962, se pose avec acuité le problème des recettes tirées des exportations. En effet, l'indice général des prix des produits primaires (à l'exclusion des métaux non ferreux) est tombé de 20 % entre 1957 et 1962, par rapport au pic enregistré en 1951 après la guerre de Corée. D'après le GATT, les prix des produits agricoles enregistrent une baisse encore plus importante, de l'ordre d'un tiers en 1962 par rapport à 1951<sup>30</sup>, ce qui veut dire une diminution d'un tiers des recettes d'exportations des pays en voie de développement.

Comment cela se traduit-il au niveau de leurs balances commerciales ? De 1953 à 1962, les pays en voie de développement connaissent des balances déficitaires, surtout depuis 1957 (voir **tableau 22**). En 1956 a eu lieu la crise de Suez dont les effets se font encore sentir au niveau commercial.

Tableau 22. Balances commerciales comparées des échanges des pays en voie de développement (PVD) de 1953 à 1963 (en millions de dollars)

240

	Ensemble des PVD	Amérique latine	Asie	Afrique
<b>1953</b>	1.050 <sup>a</sup>	1.115	-345	143 (*46)
	50 <sup>b</sup>	95	-825	-336 (*41)
<b>1954</b>	850	420	-365	6 (*51)
	200	130	-205	-254 (*26)
<b>1955</b>	450	610	-75	-110 (*-59)
	130	30	-45	-369 (*30)
<b>1956</b>	-250	500	-900	-416 (*87)
	420	510	-220	-128 (*93)
<b>1957</b>	-2.100	-470	-1.370	-620 (*39)
	-450	10	-380	-473 (*-32)
<b>1958</b>	-1.020	260	-910	-451 (*49)
	-710	-170	-470	-567 (*19)
<b>1959</b>	-190	340	-580	-513 (*69)
	-290	-40	-240	-445 (*128)
<b>1960</b>	-930	190	-1.210	-393 (*102)
	-480	20	-300	-631 (*180)
<b>1961</b>	-1.480	60	-1.590	-537 (*109)
	-370	-110	-380	-306 (*109)
<b>1962</b>	-1.040	420	-1.420	-544 (*39)
	620	180	-300	-231 (*95)
<b>1963</b>	-590	820	-1.950	-594 (*72)
	1.260	520	-270	332 (*82)

Notes : <sup>a</sup> : entre PVD et pays industrialisés ; <sup>b</sup> : entre PVD et CEE ; \* dont EAMA.

Source : BXL, BAC 25-1980 n° 213 ; CEE, Commission, Direction générale du développement de l'outre-mer, 26 juillet 1966.

30 CE, BAC 6-1966, n° 7 : Commission, Direction des échanges, *Rapport annuel du GATT sur le commerce international en 1963*, 30 avril 1965.

Les produits agricoles tropicaux proviennent d'Amérique latine et d'Afrique, sans avoir besoin de passer par le canal de Suez, à la différence de ceux d'Asie qui ont probablement plus souffert de cette crise. Ce sont précisément les pays d'Asie et aussi ceux d'Afrique (sauf ceux qui sont associés à la CEE, comme les EAMA), qui connaissent des balances commerciales négatives à cause des importations plus importantes que les exportations. En ce qui concerne l'Asie du Sud-Est, cette région sort de la guerre d'Indochine en 1954 et connaît peu d'accalmies jusqu'à la fin de la guerre du Vietnam. En Afrique, la majorité des colonies accède à l'indépendance en 1960 et ne connaît pas encore de stabilité financière. L'Amérique latine présente un meilleur équilibre entre les importations et les exportations, bien que la marge bénéficiaire soit peu importante. Si l'on prend l'ensemble des pays en voie de développement (sauf les pays du Moyen-Orient qui présentent en général des balances commerciales largement positives grâce au pétrole), leurs balances commerciales déficitaires révèlent, entre 1953 et 1963, une marge de manœuvre très faible ou inexistante, pour assurer un développement grâce aux recettes d'exportations tirées de leurs ressources naturelles.

À ce constat, il faut ajouter la dette de ces pays en voie de développement qui commence à apparaître au lendemain de leurs indépendances, d'après le **tableau 23**. La raison en est la suivante : « une proportion considérable de cette aide [au développement] est fournie en prêts à court terme à des taux d'intérêts commerciaux. En conséquence, le poids de la dette, ou les paiements des intérêts par les pays en développement et l'amortissement des principaux prêts, ont augmenté d'un milliard de dollars en 1956 à 2,5 milliards en 1961<sup>31</sup> ».

Tableau 23. La dette des pays en développement et l'aide économique occidentale de 1956 à 1961 (en millions de dollars)

Années	Aide reçue	Paiements de la dette
1956	3696	970
1957	4548	1065
1958	5183	1265
1959	5258	1730
1960	5960	2065
1961	6467	2460

Source : JFK, NSF : Département d'État, *Export Earnings of the Developing Countries*, 31 octobre 1962.

31 JFK, NSF : Département d'État, Maison-Blanche, Mémorandum pour McGeorge Bundy, *Export Earnings of the Developing Countries*, de William H. Brubeck, 31 octobre 1962.

Le remboursement de la dette absorbe presque 40 % de l'aide étrangère des États-Unis. Ainsi : « étant donné que les revenus tirés des exportations de produits ne suivent pas un cours satisfaisant, l'aide étrangère est devenue un élément de plus en plus important pour financer la tendance à la hausse des importations dans le cadre du développement <sup>32</sup> ». D'où la dépendance à l'aide au développement, qui finit par s'apparenter à un véritable cercle vicieux, surtout à partir des années 1970-1980. Face à cette situation, il paraît plutôt difficile de présenter, à ces pays en butte aux difficultés financières, la réduction du « déficit impérieux » de la balance des paiements américaine.

En octobre 1962, John Kennedy demande justement des précisions sur ce problème des recettes tirées des exportations, après avoir eu une conversation à ce sujet avec Walt Rostow (on ne connaît pas la teneur de cette conversation). Le département d'État met le doigt sur cette situation qui ne peut durer :

242

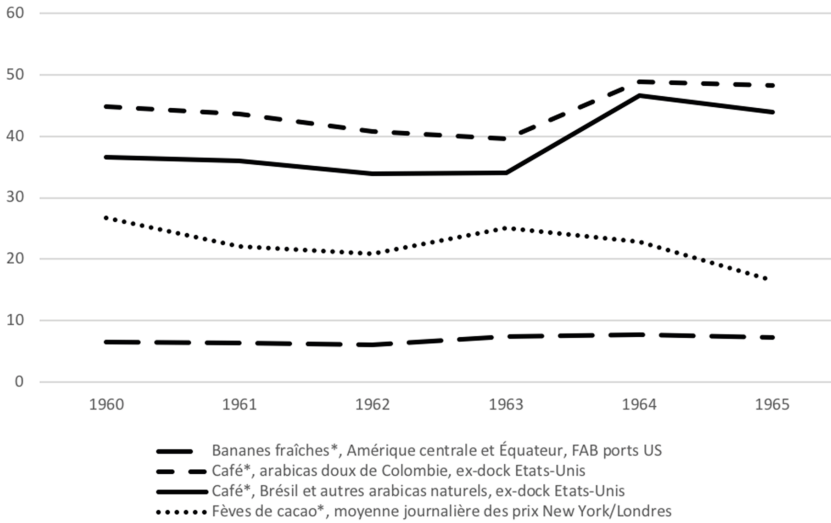
Une grande contradiction existe entre les programmes économiques et les aspirations des pays en développement et l'environnement commercial auquel ils font face. [...] Les prix des produits primaires exportés ont considérablement chuté depuis 1953, de l'ordre de 10 %, alors que les prix des produits manufacturés importés ont augmenté de 9,5 %, ce qui a provoqué une diminution du volume des ventes de biens afin de compenser la baisse des prix<sup>33</sup>.

Cette remarque est confirmée par le **graphique 4**, réalisé sur la base des statistiques de la CNUCED. De 1960 à 1963, les prix du café chutent régulièrement entre 30 et 40 centimes de dollars la livre, pour remonter en 1964 entre 40 et 50 centimes. Ce dernier niveau correspond à la conclusion de l'accord international sur le café, qui tente de stabiliser le rapport entre le prix et la production. Quant au prix du cacao, il fluctue vers la baisse entre 30 et 20 centimes de dollars jusqu'en 1962, pour ensuite connaître une remontée importante en 1963. Mais il décline pour être à moins de 20 centimes. Le prix des bananes reste stationnaire, malgré une certaine amélioration après 1963, entre 5 et 10 centimes.

32 CE, BAC 6-1966 n° 7 : Commission, Direction des échanges, *Rapport annuel du GATT...*, 30 avril 1965, *op. cit.*

33 JFK, NSF : Département d'État, Maison-Blanche, *Mémoire pour McGeorge Bundy...*, 31 octobre 1962, *op. cit.*

Graphique 4. Évolution des prix des produits primaires (ou tropicaux), de 1960 à 1965 (en centimes de dollar la livre, c\$/lb)



Note : On ne dispose pas des prix avant 1960-1965. Sauf quelques indications dans les archives elles-mêmes.  
Source : CNUCED, Prix des produits de base sur le marché libre, annuel, 1960-2013.

Face à cette situation déséquilibrée, le GATT tire le signal d'alarme : « si l'on n'agit pas d'une manière compréhensive et déterminée dans ces zones interdépendantes, on pourrait avoir de sérieuses conséquences politiques en ce qui concerne la position du monde libre<sup>34</sup> ». Comment résoudre toutefois cette équation : accorder aux pays en voie de développement une position plus équilibrée au niveau du commerce international, pour les garder dans le « monde libre » ? Ou bien considérer avant tout les pays industrialisés, pour encourager la croissance de leurs économies et réduire le déficit de la balance des paiements américaine ?

D'après le rapport Haberler en 1958, la croissance des pays industrialisés est déclarée utile à l'ensemble du commerce international dont les bénéfices retombent sur les pays en développement. Néanmoins, ce rapport souligne aussi la nécessité de supprimer les obstacles aux exportations des produits en provenance de ces pays en transition. « Sur le long terme, ces pays doivent diminuer leur dépendance des produits primaires et exporter des plus grands volumes de produits traités et manufacturés. Mais le processus du développement économique prendra du temps, du capital et une direction prudente<sup>35</sup> ».

<sup>34</sup> CE, BAC 6-1966 n° 7 : Commission, Direction des échanges, *Rapport annuel du GATT...*, 30 avril 1965, *op. cit.*

<sup>35</sup> *Ibid.*

Toutefois, la compétition économique entre l'Est et l'Ouest peut-elle accorder le temps nécessaire au développement du Tiers Monde ? Peut-elle lui permettre de connaître une transition pour passer d'une économie agricole à une économie industrielle ? Or les enjeux se situent plutôt au niveau de l'Europe de l'Ouest, industrialisée et prospère, qui se présente comme la vitrine la plus proche face à l'URSS. De plus, les pays industrialisés, et membres de l'OCDE, ont pour tâche d'augmenter la croissance de leurs économies de 50 % jusqu'à 1970. Tandis que les pays du Tiers Monde doivent faire un long chemin pour atteindre le niveau de vie des États-Unis et de l'Europe de l'Ouest. Mais les pays de l'Asie du Sud-Est surprendront avec leur expansion économique rapide, qui s'inscrit dans le sillage de celle du Japon au cours des années 1960-1970<sup>36</sup>.

Dans ce contexte déséquilibré, le GATT conclut :

Les programmes d'aide occidentale ne peuvent finalement pas réussir en mettant ces pays dans une position d'autosuffisance si la production agricole occidentale limite leurs marchés actuels et si les restrictions au commerce occidental isolent ces futurs marchés pour ces industries de transformation, comme les textiles, qu'ils peuvent effectivement développer<sup>37</sup>.

En 1963, le GATT prend position dans son rapport annuel, comme on a pu le voir. Il reprend les arguments du rapport Haberler pour une division internationale du travail, à condition que celle-ci soit équilibrée au niveau de l'ouverture des marchés. Il insiste dès lors sur la nécessaire substitution aux importations, qui se ferait plus facilement pour ces pays en développement. Ainsi, l'aide étrangère, considérée comme temporaire, ne pourrait pas devenir un frein à l'expansion économique. À cette date, le GATT se situe encore entre ces deux orientations économiques, entre la division internationale du travail et la limitation des importations, pour favoriser l'industrie locale. Néanmoins, l'objectif fondamental reste la libéralisation des échanges dans le monde occidental.

#### Une réduction de 50 % des droits de douane ?

En cette année 1962, une certaine inflexion de la politique des États-Unis se fait sentir pour mieux prendre en compte, avec les Six, les revendications des pays du Tiers Monde. D'après la CEE : « En matière des produits tropicaux, par exemple, ils semblent avoir l'intention de demander l'abolition de tous les droits

36 Dominique Barjot, « Le développement économique de la Corée du Sud depuis 1950 », *Les Cahiers de Framespa*, numéro spécial « Japon et Corée à l'époque contemporaine (1868-1997) », n° 8, 2011, p. 1-51.

37 CE, BAC 6-1966 n° 7 : Commission, Direction des échanges, *Rapport annuel du GATT...*, 30 avril 1965, *op. cit.*

pour les matières non produites aux États-Unis, sans savoir comment concilier cette idée avec leur tendance de ne pas demander dès maintenant l'abolition totale des préférences<sup>38</sup> ».

Cette proposition provient probablement d'un danger qui surgit à ce moment-là. L'Assemblée générale de l'ONU demande en effet l'organisation d'une conférence sur le commerce et le développement, pour considérer ces problèmes au niveau du commerce international. Dans ce contexte, le représentant des États-Unis auprès de la Commission européenne plaide pour que les pays en développement soient mieux inclus dans les négociations et puissent bénéficier d'un traitement plus souple de la réciprocité.

J'ai [John E. Tuthill] présenté le problème dans le contexte de la Conférence sur le développement aux Nations unies, en exprimant le point de vue que nous pourrions nous attendre presque inévitablement à tout pour mettre en place une nouvelle organisation du commerce mondial. Par conséquent, la participation des pays moins développés au GATT est impérative comme contre poids à ce mouvement<sup>39</sup>.

Il est maintenant primordial de prendre en considération ces obstacles avant la tenue de cette conférence des Nations unies. Que proposer aux pays en développement dans le cadre du GATT ? D'une manière plus précise, comment les alliés des États-Unis envisagent-ils la négociation des produits tropicaux ?

Au niveau de la France, les États-Unis constatent que la question des produits tropicaux a « un effet abrasif » sur leurs relations. La France considère à ce moment-là l'action des États-Unis en Afrique comme douteuse : « la France voit dans nos politiques d'aides et de commerce un affaiblissement de leur position et un relâchement de ses liens avec ses anciennes colonies africaines [...] »<sup>40</sup>. Quant à l'Italie, elle considère que les pays industrialisés pratiquent le néo-colonialisme : « ce serait bien, a continué le ministre Preti [des Affaires étrangères], que les pays industrialisés augmentent les prix des produits tropicaux pour aider ces zones<sup>41</sup> ». L'Allemagne, avec le ministre des Affaires économiques, Erhard, pense qu'une zone préférentielle établie dans la partie équatoriale de l'Afrique serait discriminatoire contre l'Amérique latine.

38 CE, BAC 161 967 n° 86 : Commission, Direction générale des relations extérieures, *Compte-rendu de la réunion en cadre restreint du 11 octobre 1962 des hauts fonctionnaires chargés de la politique commerciale*, 12 octobre 1962.

39 JFK, NSF : Télégramme au secrétaire d'État, de John E. Tuthill, Bruxelles, 27 janvier 1963.

40 JFK, NSF : Télégramme au secrétaire d'État, Washington, de Francis J. Gavin (ambassadeur américain à Paris), 23 février 1962.

41 NA, RG 56, Fowler/Dillon : *Memorandum of conversation between Luigi Preti (Italy Foreign Office Minister) and the Secretary of Treasury, Dillon, and the State Department*, 3 décembre 1962.

Il précise : « [...] l'Allemagne a déjà proposé que, si un système préférentiel était mis en place en Afrique, alors les produits tropicaux de tous les pays devaient bénéficier d'une baisse de 50 % du droit de douane et que, dans 6 ans, une fois le Marché commun finalisé, le droit de douane sur ces produits dans le monde soit proche de zéro<sup>42</sup> ». La Commission européenne, de son côté, n'est guère favorable à cette proposition.

246

Les États-Unis proposent de baisser de 50 % les droits de douane sur une période de dix ans, au lieu de cinq, pour les pays en développement. Face à cette proposition, Jean Rey et Theodorus C. Hijzen, membres de la Commission et en charge des négociations du GATT, considèrent que la CEE applique déjà ce genre de concessions dans le cadre de son association avec les pays associés et à l'égard des pays non associés. Cela a été convenu lors du Dillon Round. Robert Marjolin, qui suit de près ces négociations, estime que le vrai problème qui se pose à eux, aussi bien pour la CEE que pour les États-Unis, est de : « trouver des moyens pour protéger certaines industries dans les pays développés des importations en provenance des pays moins-développés<sup>43</sup> ». Par exemple, l'accord sur les textiles est déjà conclu en 1961 et sera renforcé à la fin du Kennedy Round en 1967.

La CEE ne veut pas ouvrir ses marchés à tous les pays en développement, car elle est en train de négocier des relations commerciales bilatérales et hors du GATT. Ces négociations aboutiront aux accords de Yaoundé au cours de l'année 1963. C'est pourquoi : « les services de la Commission ont proposé d'exclure les produits tropicaux de la réduction automatique et linéaire de 50 %<sup>44</sup> ». Si l'on se réfère au *Trade Expansion Act* de janvier 1962, la baisse des droits de douane de 50 % ne concerne que les produits industriels et non les produits tropicaux. Il s'agit de la part des États-Unis d'un effort commercial qui entre dans les considérations politiques de la guerre froide : faire contrepoids à l'influence de l'URSS. Cette proposition est-elle réellement viable, en tenant compte des liens entre les pays membres de la CEE avec les anciennes colonies, ainsi que ceux de la Grande-Bretagne avec le Commonwealth ? Cependant, la Commission européenne propose ou retient (cela n'est pas clair) la solution de conclure des accords mondiaux sur : « [...] certains produits caractérisés par un déséquilibre permanent entre l'offre et la demande dans l'état actuel du marché mondial<sup>45</sup> ».

42 JFK, NSF: Maison-Blanche, *Meeting between President Kennedy and Erhard*, 8 janvier 1962.

43 JFK, NSF : Télégramme au secrétaire d'État..., 27 janvier 1963, *op. cit.*

44 CE, BAC 6-1966 n° 7 : DG VIII, Note à l'attention du président Rogenreau, *Stade actuel de la préparation des négociations tarifaires*, 18 février 1963.

45 CE, Commission, *Procès-verbal spécial n° 247 de la 247<sup>e</sup> réunion de la Commission, Préparation des négociations agricoles prévues dans le cadre de la négociation au GATT*, 30 octobre 1963.



Ainsi s'esquisse une organisation du commerce mondial en dehors du GATT : certains produits tropicaux vont être exclus des négociations multilatérales du GATT, pour être négociés dans le cadre des accords mondiaux (le café, le cacao, le thé). On s'aperçoit que les pays du Tiers Monde, ceux qui sont compris dans le Commonwealth, associés à la CEE ou encore liés aux États-Unis, connaissent un défaut d'autonomie réelle au niveau de ces négociations, qui les concernent pourtant directement. Par exemple, le café et les bananes de l'Amérique latine sont défendus par les États-Unis ; les bananes des Antilles sont protégées par la CEE ; le thé et le caoutchouc de l'Asie sont défendus par l'Europe de l'Ouest ; enfin, le café, le cacao et les bananes de l'Afrique sont protégés par l'Europe de l'Ouest. En ce début des années 1960, ce sont les principaux produits tropicaux négociés. Quelle sera la place des produits agricoles tropicaux dans le GATT ? En 1963, est déjà signalé le travail de groupe et de sous-groupe sur les produits tropicaux, et non en 1965, comme cela est présenté habituellement.

Pour revenir à l'organisation de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement, alors que l'ONU la prévoit en 1963, les États-Unis tiennent à la reporter en 1964. Tout d'abord, les États-Unis veulent conclure les accords mondiaux sur les produits tropicaux avant le Kennedy Round, qui doit se tenir en 1964. C'est pourquoi les négociations du GATT sur les produits tropicaux n'ont pu avoir lieu avant la conclusion de ces accords mondiaux, conclus hors du GATT. Puis, cette Conférence pourra ouvrir sa séance, après la conclusion de tous ces accords. C'est un aspect décisif qui n'est pas mentionné dans la bibliographie existante.

En définitive, la question reste constante : comment favoriser l'industrialisation d'un pays avec des importations croissantes en produits manufacturés, à prix élevés et non restreints, dans le cadre de l'aide au développement à long terme ? Cela d'autant plus que ces importations finissent par empêcher la création d'une industrie transformatrice. En effet, elles englobent les devises acquises par les exportations de produits primaires, alors vendus à prix bas. C'est un cercle vicieux. On pourrait aussi envisager la corruption, le détournement de fonds, qui ont constitué les fortunes colossales des dirigeants africains, asiatiques et d'Amérique latine pendant la guerre froide. Des contrôles ont-ils existé sur les revenus tirés des exportations ? Et le déficit de la balance des paiements américaine dans tout cela ?

Pourtant, la stratégie d'ensemble pour le développement repose dans les faits sur deux orientations, qui auraient dû être complémentaires, pour favoriser l'industrialisation du Tiers Monde. Dans la pratique, il s'est avéré difficile de les faire cohabiter : dans le cadre multilatéral, les exportations sur le court terme et, dans le cadre bilatéral, l'assistance financière et technologique sur le long terme.

La citation suivante permet de prolonger le débat sur l'industrialisation et le développement, en mettant l'accent sur les facteurs de la révolution industrielle :

Sans prétendre aborder ici le vaste problème posé par l'industrialisation du Tiers Monde, nous nous bornerons à deux simples observations. D'une part, la valorisation sur place des matières premières exportées par les pays du Tiers Monde présente un réel intérêt pour ces pays, mais ne peut avoir qu'une portée limitée pour de nombreux produits, car elle implique que les pays du Tiers Monde aient accès aux circuits de commercialisation des pays développés à économie de marché, ce qui leur est difficile. Toutefois, si la valorisation sur place se heurte à des limites assez immédiates pour un bon nombre de produits agricoles (à l'exception sans doute du coton), elle est possible dans de très larges proportions pour les matières minérales et énergétiques ; or ce sont les industries métallurgiques et chimiques qui sont « industrialisantes » et qui peuvent constituer des pôles d'industrialisation d'énergie<sup>46</sup>.

248

Un autre débat insiste sur l'essor de l'agriculture pour enclencher le processus de l'industrialisation, sur le modèle du développement de l'Europe du <sup>xvi</sup>e au <sup>xix</sup>e siècle<sup>47</sup>. Quel est finalement le modèle le plus approprié aux pays du Sud ?

---

<sup>46</sup> Jean Touscoz, « La coopération internationale et les matières premières exportées par les pays du Tiers Monde : les conditions d'un échange égal », *Tiers-Monde*, vol. 17, n° 66, 1976, p. 539-560.

<sup>47</sup> Voir Paul Bairoch, *Victoires et déboires. Histoire économique et sociale du <sup>xvi</sup>e siècle à nos jours*, 3 tomes, Paris, Gallimard, coll. « Folio histoire », 1997.

## GLOSSAIRE

**Bilatéralisme** : Accord exclusif entre deux pays. Ce système a longtemps caractérisé les régimes soviétique et nazi ; il a été particulièrement combattu par le département du Trésor des États-Unis en Europe de l'Ouest au lendemain de la guerre. Le risque d'un accord bilatéral est, pour l'un des partenaires, d'être confronté à l'insolvabilité de l'autre. De nos jours, on assiste à une recrudescence d'accords commerciaux bilatéraux en-dehors de l'OMC.

**Coopération régionale (caractérisée soit par la zone, soit par l'association, ou encore par l'accord de libre-échange)** : Elle est plus libérale que l'intégration régionale (voir ci-dessous). La zone de libre-échange ne s'occupe que de la suppression des barrières douanières et de la libre circulation des marchandises entre les pays membres. Pour cela, elle ne cherche pas à unifier les marchés nationaux en un seul, puisque ces pays membres gardent toute leur souveraineté nationale. Le modèle par excellence est l'Association de libre-échange du Nord de l'Amérique (ALENA).

**Coopération internationale** : Mode de relations diplomatiques entre les États au sein d'une organisation internationale, qui préserve leur souveraineté et leurs frontières nationales.

**Intégration régionale (caractérisée par le Marché commun ou la communauté)** : Elle vise à intégrer des marchés nationaux pour en former un seul, dans le cadre institutionnel d'une région. Ce mode atteint une homogénéité tant dans les normes adoptées par les pays membres que dans la cohérence de leurs politiques économiques. Cette intégration régionale, en général économique, est particulièrement caractérisée par la concession d'une partie plus ou moins importante de la souveraineté nationale des pays membres. Le modèle par excellence est l'Union européenne (UE).

**Libéralisation** : La libéralisation des échanges vise à les favoriser dans le sens d'un accroissement du libéralisme. Cela se traduit par une ouverture des échanges encore plus importante grâce à la baisse des tarifs douaniers et des obstacles invisibles.

**Multilatéralisation** : Il s'agit d'un concept né pour marquer la fin de la guerre froide et dépasser les antagonismes idéologiques. Il vise à expliciter le concept de mondialisation, très critiqué et vague, et par là même à le remplacer. Il précise en effet que le point de départ est le système multilatéral de 1945 à nos jours et que le mot *fin* n'est pas encore écrit. Il introduit aussi la question de l'interaction entre l'institution, l'État et le marché. Enfin, il induit que le capitalisme est en cours de mutation au cours de cette période, puisqu'il se démarque du capitalisme industriel du XIX<sup>e</sup> siècle aux années de la Grande Dépression. Il met aussi en valeur la diffusion dans l'espace de ce système international, en partant des États-Unis et de l'Europe de l'Ouest, vers l'Asie, le Pacifique, l'Afrique et le monde entier après 1989.

296

**Multilatéralisme (aussi appelé « nouvel ordre économique mondial »)** : N'étant pas une théorie économique, le multilatéralisme est une doctrine fondée sur un équilibre, ou une moyenne, entre le libéralisme d'Adam Smith et l'interventionnisme de John Keynes. Il a été conçu par Cordell Hull et son équipe après la crise de 1929 et pendant la Seconde Guerre mondiale, au sein du gouvernement américain de Franklin D. Roosevelt. Il a été mis en place à partir de 1945 et s'appuie sur les institutions multilatérales (internationales, comme l'ONU, l'OMC, le FMI, l'OIT..., et régionales, comme l'Union européenne, l'Union africaine, le MERCOSUR, l'ASEAN, etc.). Ces institutions sont définies par des principes moraux : la non-ingérence, la non-discrimination et le respect des droits individuels. Les pays adhérant à ce système international sont liés par l'intérêt mutuel ou la réciprocité, afin de réaliser « l'ordre au-dessus du chaos » sur une base ternaire et égalitaire : la paix et la sécurité, la prospérité et le bien-être.

**Régionalisme** : Qualifie le mouvement qui cherche à organiser institutionnellement un groupe de pays, afin d'obtenir une certaine autonomie dans la gestion de leur région, que ce soit sur le mode de la coopération ou celui de l'intégration.

**Stabilité/stabilisation** : Mot-clé du multilatéralisme et objectif de la politique étrangère des États-Unis après-guerre. La stabilité s'obtient par paliers : la stabilité économique mène à la stabilité sociale puis à la stabilité politique.

**Unilatéralisme** : Il consiste à imposer aux autres pays des règles de jeu qui n'ont pas été négociées au niveau multilatéral (définition proposée par Jean-Marc Siroën, « L'unilatéralisme des États-Unis », *AFRI*, vol. 1, 2000, p. 570-582).

## SOURCES

### SOURCES MANUSCRITES

#### Publiques

##### Archives nationales des États-Unis, College Park (Maryland) :

- RG 40      General records of the Department of Commerce, 1960-1965  
Office of the Secretary, Luther Hodges  
Files of the Under-Secretary of Commerce, Edward Guderman  
Executive Office of the President  
Office of the Secretary, Executive Secretariat  
Office of the Assistant Secretary for Economic Affairs, Richard  
H. Holton  
Office of Business Economics
- RG 56      General records of the Department of the Treasury, 1960-1965  
George Willis Records  
Office of the Secretary, Douglas Dillon's Files  
Dillon/Fowler's Files  
Fowler Records  
Roosa Records  
Nelson Records

##### Archives de la bibliothèque John Fitzgerald Kennedy, Columbia Point, Boston :

#### President's Office Files, Departments and Agencies :

- AID, 1961-1963  
Bureau of the Budget, 1961-1963  
Commerce, 1961-1963  
Council of economic Advisers, 1961-1963  
Special Representative for Trade Negotiations  
Tariff Commission  
Treasury, 1961-1963

#### National Security Files

- Regional security Series: Europe

Departments and Agencies: AID, State, Treasury  
Subjects: Balance of payments and Gold  
Carl Kaysen Series: Balance of Payments, Business, Economic  
Policy, Foreign Aid, Trade Policy.  
Boards, Committees and Commissions: Council of Economic  
Advisors, National Security Council  
Theodore C. Sorensen's Papers

**Archives de la Commission européenne, Bruxelles :**

Commission européenne :

BAC 56/1980

Secrétariat exécutif :

Procès-verbaux de la Commission

Direction générale des Affaires (Relations) extérieures :

BAC 1/1967

BAC 3/1965

BAC 3/1978

BAC 11/1993

BAC 16/1967

Direction générale de l'agriculture :

BAC 12/1968

BAC 12/1972

Direction générale des affaires économiques et financières :

BAC 26/1969

BAC 79/1982

BAC 144/1992

BAC 129/1983

Direction générale du marché intérieur :

BAC 255/1980

Direction générale de la concurrence :

BAC 062/1980

Direction générale des pays et territoires d'outre-mer :

BAC 007/1968

BAC 015/1969

BAC 25/1980

Direction des échanges :

BAC 6-1966

Archives GATT en ligne et ouvertes au public depuis 2006 :

[https://www.wto.org/french/docs\\_f/gattdocs\\_f.htm](https://www.wto.org/french/docs_f/gattdocs_f.htm)

Privées

Archives de la Fondation Jean Monnet pour l'Europe, Lausanne :

Archives de Robert Marjolin : ARM

## SOURCES PUBLIÉES

*Economic Report of the President*, Transmitted to the Congress, Washington, janvier 1958.

*Economic Report of the President*, Transmitted to the Congress, Washington, janvier 1959.

*Economic Report of the President*, Transmitted to the Congress, Washington, janvier 1960.

*Economic Report of the President*, Transmitted to the Congress, Washington, janvier 1961.

*Economic Report of the President*, Transmitted to the Congress, With the Annual Report of the Council of Economic Advisers, Washington, janvier 1962.

*Economic Report of the President*, Transmitted to the Congress, With the Annual Report of the Council of Economic Advisers, Washington, janvier 1963.

GATT, Multilateral Trade, The Uruguay Round, Group of Negotiations on Goods (GATT), Negotiating Group on Tropical Products, *Past Negotiations and Consultations in GATT on Tropical Products*, Note by the Secretariat, 20 février 1987.

GATT, *Le Commerce international en 1957-1958*, Genève, juillet 1959.

GATT, *L'Évolution du commerce international : Rapport d'un groupe d'experts*, Genève, GATT, 1958.

US Department of State, *Havana Charter for an International Trade Organization, Including a Guide to the Study of the Charter*, Washington, 1948.

US Bureau of Census, *Historical Statistics of the United States. Colonial Times to 1970*, Washington, 1975.





## BIBLIOGRAPHIE

- AARONSON, Susan A., *Trade and American Dream. A Social History of Postwar Trade Policy*, Lexington, The University Press of Kentucky, 1996.
- ABDULQAWI, Yusuf, *Legal Aspects of Trade Preferences for Developing Countries. A Study in the Influence of Development Needs on the Evolution of International Law*, Leiden, BRILL, 1982.
- AGLIETTA, Michel et MOATTI, Sandra, *Le FMI, De l'ordre monétaire aux désordres monétaires*, Paris, Économica, 2000.
- ANDREWS, Stanley, *Agriculture and the Common Market*, Iowa State University Press, 1973.
- ARROUS, Jean, *Les Théories de la croissance. La pensée économique contemporaine (3)*, Paris, Éditions du Seuil, coll. « Points Économie », 1999.
- ARTAUD, Denise, *La Fin de l'innocence. Les États-Unis de Truman à Reagan*, Armand Colin, Paris, 1985.
- ASBEEK BRUSSE, Wendy, « La libéralisation des échanges intra-européens », in Richard T. GRIFFITHS, *À la découverte de l'OECE*, Paris, OCDE, coll. historique de l'OECE, 1997.
- ASBEEK BRUSSE, Wendy, *Tariffs, Trade and European Integration 1947-1957: From Study Group to Common Market*, New York, St. Martin's Press, 1997.
- AZOULAY, Gérard, *Les Théories du développement, Du rattrapage des retards à l'explosion des inégalités*, Rennes, PUR, coll. « Didact Économie », 2002.
- BAIROCH, Paul, *Victoires et déboires. Histoire économique et sociale du XVII<sup>e</sup> siècle à nos jours*, 3 tomes, Paris, Gallimard, coll. « Folio histoire », 1997.
- BALDWIN, David A., *Economic Statecraft*, Princeton, Princeton University Press, 1985.
- BARJOT, Dominique, *Penser et construire l'Europe (1919-1992)*, Paris, Éditions SEDES, 2007.
- BARJOT, Dominique (dir.), *Catching up with America. Productivity Missions and the Diffusion of American Economic and Technological Influence after the Second World War*, Paris, PUPS, coll. « Centre Roland Mousnier », 2002.
- BARJOT, Dominique, LESCENT-GILES, Isabelle et FERRIERE LE VAYER, Marc (de) (dir.), *L'Américanisation en Europe au XX<sup>e</sup> siècle : Économie, Culture, Politique*, 2 vol., Centre de recherche sur l'histoire de l'Europe du Nord-Ouest, Université Charles-de-Gaulle-Lille 3, 2002.
- BARJOT, Dominique et RÉVEILLARD, Christophe (dir.), *L'Américanisation de l'Europe occidentale au XX<sup>e</sup> siècle. Mythe et réalité*, Paris, PUPS, 2002.

- BARTENEV, Vladimir, « L'URSS et l'Afrique noire sous Khrouchtchev : la mise à jour des mythes de la coopération », *Outre-mers*, vol. 94, n° 354-355, p. 63-82.
- BASTIDON-GILLES, Cécile, BRASSEUL, Jacques et GILLES, Philippe, *Histoire de la globalisation financière. Essor, crises et perspectives des marchés internationaux*, Paris, Armand Colin, 2010.
- BECKER, William H. et MCCLENAHAN, William M. Jr., *The Market, the State and the Export-Import Bank of the United States, 1934-2000*, Cambridge, Cambridge University Press, 2003.
- BEFFA, Jean-Louis, *Les Clés de la puissance*, Paris, Éditions du Seuil, 2015.
- BITSCH, Marie-Thérèse et BOSSUAT, Gérard (dir.), *L'Europe unie et l'Afrique. De l'idée d'Eurafrique à la Convention de Lomé I*, Actes du colloque 1<sup>er</sup> et 2 avril 2004, Bruxelles/Paris/Baden-Baden, Bruylant/LGDJ/Nomos-Verlag, 2005.
- BLANQUE, Pascal, *Grammatica Economica. Lecture de Keynes, Friedman et Hayek*, Paris, Économica, 2012.
- BLED, Jean-Paul, JOUVE, Edmond et RÉVEILLARD, Christophe, *Dictionnaire historique et juridique de l'Europe*, Paris, PUF, coll. « Major », 2013.
- BLOES, Robert, *Le Plan Fouchet et le problème de l'Europe politique*, Bruges, Collège d'Europe, 1970.
- BOCHET, Bernard, « Les produits primaires. L'Amérique latine et la Communauté Économique Européenne », *Tiers-Monde*, t. 5, n° 19, Amérique Latine – Europe, 1964, p. 403-426.
- BORDO, Michael D., « The Gold Standard, Bretton Woods and Other Monetary Regimes: A Historical Appraisal », *FRB Saint Louis - Review*, 1993, vol. 75, n° 2, p. 123-191.
- BORDO, Michael D., « The Bretton Woods International Monetary System: An Historical Overview », Washington DC, NBER, « Working Paper », n° 4033, 1992, p. 1-148.
- BORDO, Michael D. et EICHENGREEN, Barry, *A Retrospective on the Bretton Woods System*, Chicago, University of Chicago Press, 1993.
- BORDO, Michael, HUMPAGE, Owen F. et SCHWARTZ, Anna J., « Bretton Woods and the Decision to Intervene in the Foreign-Exchange Market, 1957-1962 », Cleveland, Federal Reserve Bank, « Working Paper », n° 06/09, 2006, p. 1-57.
- BORDO, Michael et SCHWARTZ, Anna J., *Strained Relations, US Foreign-Exchange Operations and Monetary Policy in the Twentieth Century*, Chicago, University of Chicago Press, 2015.
- BORDO, Michael, SIMARD, Dominique et WHITE, Eugene, « France and the Bretton Woods International Monetary System: 1960-1968' », in Jaime REIS (dir.), *International Monetary Systems in Historical Perspective*, London, MacMillan, 1995, p. 153-180.
- BOSSUAT, Gérard (dir.), *La France, l'Europe et l'aide au développement. Des traités de Rome à nos jours*, Paris, Comité pour l'histoire économique et financière de la France, 2013.

- BOUSSART, Jean-Marc et DELORME, Hélène (dir.), *La Régulation des marchés agricoles internationaux. Un enjeu décisif pour le développement*, Paris, L'Harmattan, 2007.
- BRISSAC-FERAL, Claude, *La Politique américaine d'aide au développement : conflits entre le Président et le Congrès (1947-1979)*, Saint-Denis/Paris, Université de la Réunion/L'Harmattan, 2001.
- BURGIN, Angus, *The Great Depression. Reinventing Free Markets since the Depression*, London/Cambridge, Harvard University Press, 2012.
- BUSSIERE, Éric, « La Banque de France et la réforme du système monétaire international : entre impératifs nationaux et solidarité des banques centrales européennes (1963-1968) », *Histoire, économie et société*, 1999, vol. 18, n° 4, p. 797-814.
- CAIRE, Guy, « L'URSS et l'aide économique au Tiers-Monde », *Tiers-Monde*, tome 1, n°4, 1960, p. 511-537.
- CALLEO, David P., *The Imperious Economy*, London/Cambridge, Harvard University Press, 1982.
- CENCINI, Alvero, *Monetary Theory. National and International*, London and New York, Routledge, 1997.
- CHATRIOT, Alain, LEBLANC, Edgar et LYNCH, Édouard (dir.), *Organiser les marchés agricoles. Le temps des fondateurs*, Paris, Armand Colin, coll. « Recherches », 2012.
- CLAVERT, Frédéric et FEIERTAG, Olivier, « Les banquiers centraux dans la construction européenne : introduction », *Histoire, Économie et Sociétés*, n°4, 2011, p. 3-9.
- CONNELL, Carol M., *Reforming the World Monetary System: Fritz Machlup and the Bellagio Group*, London, Routledge, 2015.
- COOPER, Richard N., « Trade Policy as Foreign Policy », in Robert M. STERN (dir.), *US Trade Policies in a Changing World Economy*, Cambridge, The MIT Press, 1987.
- COPPOLARO, Lucia, *The Making of the World Trading Power. The European Economic Community (EEC) in the GATT Kennedy Round Negotiations (1963-1967)*, Burlington, Ashgate, 2013.
- COTÉ, Charles-Emmanuel, « De Genève à Doha : genèse et évolution du traitement spécial et différencié des pays en développement dans le droit de l'OMC », *McGill Law Journal/Revue de droit de McGill*, vol. 56, n°1, décembre 2010, p. 115-176.
- CULLATHER, Nick, *The Hungry World. America's Cold War Battle against Poverty in Asia*, London/Cambridge, Harvard University Press, 2010.
- DAVID, Charles-Philippe, BALTHAZAR, Louis et VAÏSSE, Justin, *La Politique étrangère des États-Unis, Fondements, acteurs, formulation*, Paris, Presses de Sciences Po, 2003.
- DAVID, François, *John Foster Dulles, secrétaire d'État, Cold Warrior et père de l'Europe*, Paris, PUPS, coll. « Mondes contemporains », 2011.
- DEBLOCK, Christian, « Les États-Unis et l'investissement direct étranger. Une histoire à trois temps », Centre d'études sur l'intégration et la mondialisation, « Notes de synthèse », septembre 2011, p. 1-48.
- DEBLOCK, Christian, « La politique commerciale américaine. Promenade guidée dans le jardin des théories », *Recherches internationales*, n°88, 2010, p. 127-154.

- DEIGHTON, Anne, « La Grande-Bretagne et la Communauté européenne économique (1958-1963) », *Histoire, Économie, Société*, n° 1, 1<sup>er</sup> trimestre 1994, p. 113-130.
- DRAMÉ, Papa et SAUL, Samir, « Le projet d'Eurafrrique en France (1946-1960) : quête de puissance ou atavisme colonial ? », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, 4/2004, n° 216, p. 95-114.
- DU BOIS, Pierre, *Histoire de l'Europe monétaire 1945-2005, Euro qui comme Ulysse...*, Paris/Genève, PUF/Institut de Hautes Études Internationales et du Développement, 2008.
- DUMOULIN, Michel (dir.), *Réseaux économiques et la construction européenne. Economic networks and European Integration*, Bruxelles, PIE Peter Lang, 2004.
- EBENSTEIN, Alan, *Friedrich A. Hayek: A Biography*, London, Macmillan, 2014.
- EICHENGREEN, Barry, *Exorbitant Privilege. The Rise and Fall of the Dollar*, Oxford, Oxford University Press, 2011.
- EICHENGREEN, Barry, *Globalizing Capital, A History of the International Monetary System*, Princeton/Oxford, Princeton University Press, 2<sup>e</sup> édition, 2008.
- EICHENGREEN, Barry, *Global Imbalances and the Lessons of Bretton Woods*, Cambridge, The MIT Press, coll. « Cairoli lectures » 2007.
- EICHENGREEN, Barry, *From Benign Neglect to Malignant Preoccupation: US Balance-of-Payments Policy in the 1960s*, Washington DC, NBER, « Working Paper », n°7630, mars 2000.
- EICHENGREEN, Barry, « Le système de Bretton Woods : paradis perdu ? », *Revue d'économie financière*, « Hors-série : Mélanges pour un cinquantenaire », 1994, p. 263-276.
- EISENMANN, Pierre-Michel, « L'accord international sur le cacao », *Annuaire français de droit international*, vol. 21, 1975, p. 738-766.
- ETEMAD, Bouda, *L'Héritage ambigu de la colonisation. Économies, populations et sociétés*, Paris, Armand Colin, coll. « U », 2012.
- ETEMAD, Bouda, « L'Europe et le monde colonial. De l'apogée des empires à l'après-décolonisation », *Revue économique*, vol. 51, n°2, 2000, p. 257-268.
- EVANS, John W., *The Kennedy Round in American Trade Policy. The Twilight of the GATT?*, Cambridge, Harvard University Press, 1971.
- FEIERTAG, Olivier, « Central Banks versus Money Markets? A History of French-American Monetary Cooperation (1960-1971) », in Harold JAMES et Juan Carlos MARTINEZ OLIVA, *International Monetary Cooperation across the Atlantic*, Frankfurt, Adelman, 2008, p. 79-90.
- FEIERTAG, Olivier et MARGAIRAZ, Michel (dir.), *Les Banques centrales à l'échelle du monde/Central Banks at World Scale*, Paris, Les Presses de Sciences Po, 2012.
- FEIERTAG, Olivier et MARGAIRAZ, Michel (dir.), *Gouverner une banque centrale. Du XVII<sup>e</sup> siècle à nos jours*, Paris, Albin Michel, coll. « Histoire de la Mission historique de la Banque de France », 2010.
- FENNEL, Rosemary, *The Common Agricultural Policy, Continuity and Change*, Oxford, Clarendon Press, 1997.

- FLANDREAU, Marc, *International Financial History in The Twentieth Century: System and Anarchy* (avec C.L. HOLTFREICH et H. JAMES), Cambridge, Cambridge University Press, 2003.
- FOCSANEANU, Lazar, « La modification des statuts du Fonds monétaire international et la création des droits de tirage spéciaux », *Annuaire français de droit international*, vol. 15, 1969, p. 490-521.
- FRANCIS, Darryl R., « The Balance of Payments, the Dollar, and Gold », St Louis, Federal Reserve Bank of St Louis, 1968.
- FRIEDMAN, Milton et SCHWARTZ, Anna J., *A Monetary History of the United States 1867 to 1960*, Princeton, Princeton University Press, 1971.
- FROOT, Kenneth A., *Foreign Direct Investment*, Chicago, Chicago University Press, 1993.
- GALEAZZI, Floriane, « Quelle place pour le régionalisme monétaire à l'OCDE ? Étude sur la coopération monétaire au sein du WP3 (1970-1987) », *Les cahiers IRICE*, 2012/1, n°9, p. 139-152.
- GAVIN, Francis J., *Gold, Dollars and Power, The Politics of International Monetary Relations, 1958-1971*, Chapel Hill, The University of North Carolina, 2004.
- GEIGER, Till, « Western Defence, Economic Cooperation and the Atlantic Paradox: Multilateralism and Governmentality in the Cold War, 1949-1960 », in Régine PERRON et Guido THIEMEYER (dir.), *Multilateralism and the Trente Glorieuses in Europe: New Perspectives in European Integration History*, Neuchâtel, Alphil, 2011, p. 177-198.
- GEIGER, Till, « NATO, Economic Security and European Integration », *Quaderni Forum*, vol. 16, 2002, p. 13-23.
- GERBET, Pierre, *La Construction de l'Europe*, Paris, Imprimerie Nationale, coll. « Notre siècle », 1983.
- GILLES-BASTIDON Cécile, BRASSEUL, Jacques et GILLES, Philippe, *Histoire de la globalisation financière. Essor, crises et perspectives des marchés financiers internationaux*, Paris, Armand Colin, coll. « U », 2010.
- GILPIN, Robert, *The Political Economy of International Relations*, Princeton, Princeton University Press, 1987.
- GILPIN, Robert, *US Power and the International Multinational Corporation. The Political Economy of Foreign Direct Investment*, New York, Basic Books, 1975.
- GOLDSTEIN, Judith, *Ideas, Interests and American Trade Policy*, Ithaca, Cornell University Press, 1994.
- GOWA, Joanne, *Closing the Gold Window. Domestic Politics and the End of the Bretton Woods*, Ithaca/London, Cornell University Press, 1983.
- GRAZ Jean-Christophe, *La Gouvernance de la mondialisation*, Paris, La Découverte, coll. « Repères », 2004.
- GRAZ, Jean-Christophe, *Aux sources de l'OMC. La Charte de La Havane, 1941-1950*, Genève, Librairie Droz, coll. « Publications d'histoire économique et sociale internationale », 1999.

- GRYGOWSKI, Dimitri, *Les États-Unis et l'unification monétaire de l'Europe*, Bruxelles, PIE Peter Lang, coll. « Cité européenne », 2009.
- HATAWAY, Dale E., *Agriculture and the GATT: Rewriting the Rules*, Washington DC, Institute for International Economics, septembre 1987.
- HEFFER, Jean, *Les États-Unis de Truman à Bush*, Armand Colin, Paris, col. « Cursus », 2<sup>e</sup> éd. 1992.
- HETZEL, Robert, *The Monetary Policy of the Federal Reserve: A History*, Cambridge, Cambridge University Press, 2008.
- HOFFMANN, Stanley, *Le Dilemme américain: Suprématie ou ordre mondial*, Paris, Économica, 1982.
- HUDEC, E. Robert, *Developing Countries in the GATT Legal System*, Cambridge, Cambridge University Press, 2010.
- JAMES, Harold, *Making the European Monetary Union*, Cambridge, Harvard University Press, 2012.
- JAMES, Harold, *International Cooperation since Bretton Woods*, IMF, Washington DC, 1996.
- KASPI, André, *John F. Kennedy, un président, une famille, un mythe*, Bruxelles, André Versaille Éditeur, 2013.
- KATZ, Bernard S. et VENCILL, Daniel C., *Biographical Dictionary of the United States Secretaries of the Treasury, 1789-1995*, Greenwood Publishing Group, 1996.
- KAUFMAN, Burton I., *Trade and Aid, Eisenhower's Foreign Economic Policy, 1953-1961*, Baltimore, The Johns Hopkins University Press, 1982.
- KEBABDJIAN, Gérard, *Les Théories de l'économie politique internationale. La pensée économique contemporaine (5)*, Paris, Éditions du Seuil, coll. « Points Économie », 1999.
- KEYNES, John M., « The Policy of Government Storage of Food-Stuffs and Raw Materials », *Economic Journal*, vol. 48, n° 191, septembre 1938, p. 449-460.
- KINDLEBERGER, Charles, *Histoire mondiale de la spéculation financière de 1700 à nos jours, Finance, éthique, confiance*, Paris, Éditions P. A. U., 1994.
- KRUGMAN, Paul, OBSTFELD, Maurice et MELITZ, Marc, *Économie internationale*, Montreuil, Pearson France, 9<sup>e</sup> édition 2013.
- KUNZ, Diane B., *The Diplomacy of the Crucial Decade. American Foreign Relations during the 1960s*, New York, Columbia University, 1994.
- L'HUILLIER, Jacques, *Les Organisations internationales de coopération économique et le commerce extérieur des pays en voie de développement*, Genève, Institut universitaire des Hautes études internationales, coll. « Études et travaux », n°9, 1969.
- LACHARRIERE, Guy (de), « Aspects récents du classement d'un pays comme moins développé », *Annuaire français de droit international*, vol. 13, 1967, p. 703-716.
- LARSON, Deborah Welch, *Anatomy of Mistrust. US-Soviet Relations during the Cold War*, Cornell University Press, 2000.

- LATHAM, Michael E., *Modernization as Ideology. American Social Science and "Nation Building" in the Kennedy Era*, Chapel Hill/London, The University of North Carolina Press, 2000.
- LEBOUTTE, René, *Histoire économique et sociale de la construction européenne*, Berne, Peter Lang, 2008.
- LECUYER, Christophe, « Hautes technologies et techniques de production aux États-Unis », Patrick FRIDENSON et Pascal GRISET (dir.), *Entreprises de haute technologie, États et souveraineté*, Paris, Comité pour l'histoire économique et financière de la France, 2013, p. 317-324.
- LEFFLER, Melvyn P. et PAINTER, David S., *Origins of the Cold War. An International History*, New York/London, Routledge, 2e édition 2005.
- LELART, Michel, *Le Système monétaire international*, Paris, La Découverte, coll. « Repères », 1991.
- LELART, Michel, *Le Dollar, monnaie internationale. Le rôle des États-Unis dans la création monétaire internationale*, Paris, Éditions Albatros, 1975.
- LEMESLE, Raymond-Marin, *La Convention de Lomé. Principaux objectifs et exemples d'actions, 1975-1995*, Centre des Hautes Études sur l'Afrique et l'Asie modernes, 1996.
- LENAIN, Patrick, *Le FMI*, Paris, La Découverte, coll. « Repères », 4e édition, 2004.
- LUDLOW, Piers, *Dealing with Great Britain. The Six and the First Application to the ECC*, Cambridge, Cambridge University Press, 1997.
- MARJOLIN, Robert, *Le Travail d'une vie. Mémoires 1911-1986*, Paris, Robert Laffont, 1986.
- MARSEILLE, Jacques, *Empire colonial et capitalisme français. Histoire d'un divorce*, Paris, Albin Michel, 2005.
- Mc COMBIE, J. S. L. et THIRLWALL, A. P., *Economic Growth and the Balance of Payments Constraints*, Basingstoke, Palgrave MacMillan, 1993.
- MELANDRI, Pierre, *La Politique extérieure des États-Unis de 1945 à nos jours*, Paris, PUF, coll. « L'historien », 1982.
- MELTZER, Allan H., « US Policy in the Bretton Woods Era », *The Homer Jones Lecture, Review*, n°73 (mai-juin), p. 54-83.
- MELTZER, Allan H., *A History of the Federal Reserve*, Chicago, University of Chicago Press, 2003, vol. 1 : 1913-1951, 2010, vol. 2 : 1970-1986.
- MEUNIER, Sophie, *L'Union fait la force, L'Europe dans les négociations commerciales internationales*, Paris, Presses de Sciences Po, coll. « Nouveaux Débats », 2005.
- MILWARD, Alan, *The European Rescue of the Nation-State*, London, Routledge, 1992.
- MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DES FINANCES ET DE L'INDUSTRIE, *Le Rôle des ministères des Finances et de l'Économie dans la construction européenne (1957-1978), Actes du colloque tenu à Bercy les 26, 27, 28 mai 1999, Tome I*, Paris, Comité pour l'histoire économique et financière de la France, 2002.
- MIROWSKI, Philip et PLEHWE, Dieter, *The Road from Mont Pélerin. The Making of the Neoliberal Thought Collective*, Cambridge, Harvard University Press, 2009.



- MONNET, Éric, « Une coopération à la française. La France, le dollar et le système de Bretton Woods, 1960-1965 », *Histoire@Politique, Politique, culture, société*, n° 19, janvier-avril 2013, p. 83-100.
- MORAVCSIK, Andrew, « Général de Gaulle between Grain and Grandeur: the Political Economy of French EC, 1958-1970 », *Journal of Cold War Studies*, vol. 2, n° 2, Printemps 2000, p. 3-43.
- MUCCHIELLI, Jean-Louis, *Multinationales et mondialisation*, Paris, Éditions du Seuil, 1998.
- PACH, Chester J. Jr., « Introduction », Kathryn C. STATLER et Andrew L. JOHNS (dir.), *The Eisenhower Administration, the Third World, and the Globalization of the Cold War*, Lanham, Rowman and Littlefield Publishers, 2006.
- PAQUIN, Stéphane, *Théories de l'économie politique internationale. Cultures scientifiques et hégémonie américaine*, Paris, Presses de Sciences Po, coll. « Domaine Économie politique », 2013.
- PASTOR, Robert, *Congress and the Politics of US Foreign Economic Policy, 1929-1976*, Berkeley, University of California Press, 1980.
- PATERSON, Thomas G. (dir.), *Kennedy's Quest for Victory. American Foreign Policy, 1961-1963*, New York/Oxford, Oxford University Press, 1989.
- PEARCE, Kimber Charles, *Rostow, Kennedy, and the Rhetoric of Foreign Aid*, East Lansing, Michigan University Press, 2001.
- PERRON, Régine, *Histoire du multilatéralisme. L'utopie du siècle américain de 1918 à nos jours*, Paris, PUPS, coll. « Centre Roland Mousnier », 2014.
- PERRON, Régine, *The Stability of Europe. The Common Market: Towards European Integration of Industrial and Financial Markets? (1958-1968)*, Paris, PUPS, coll. « Centre Roland Mousnier », 2004.
- PERRON, Régine, *Le Marché du charbon, un enjeu entre l'Europe et les États-Unis de 1945 à 1958*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1996.
- PERRON, Régine et THIEMEYER, Guido (dir.), *Multilateralism and the Trente Glorieuses in Europe: new perspectives in European integration history*, Neuchâtel, Alphil, 2011.
- PRASHAD, Vijay, *Les Nations obscures. Une histoire populaire du tiers monde*, Montréal, Éditions Écosociété, 2009.
- RAFFINOT, Marc et VENET Baptiste, *La Balance des paiements*, Paris, La Découverte, coll. « Repères », 2003.
- RAGHAVAN, Chakravarthi, *Recolonisation: l'avenir du Tiers Monde et les négociations du GATT*, Paris, L'Harmattan, 1991.
- RAINELLI, Michel, *L'OMC*, Paris, La Découverte, coll. « Repères », 2011.
- REIS, Jaime (dir.), *International Monetary Systems in Historical Perspective*, London/New York, McMillan Press/St. Martin's Press, 1995.
- RESTA, Manlio, « Analyse d'une récession. Essai de diagnostic économique », *Revue économique*, vol. 10, n°2, 1959, p. 201-219.



- ROBSON, Peter, « La Communauté européenne et l'intégration économique régionale dans le Tiers Monde », *Tiers-Monde*, vol. 34, n° 136, 1993, p. 859-879.
- ROTHSCHILD, Robert, *Un Phénix nommé Europe, Mémoires 1945-1955*, Bruxelles, Racine, 1997.
- SCHENK, Catherine, « The Market vs the State: Capital Market Integration in the 1960s », in Régine PERRON, *The Stability of Europe*, Paris, PUPS, 2004, p. 141-157
- SCHLESINGER, Arthur M. Jr., *A Thousand Days. John F. Kennedy in the White House*, New York, Fawcett Premier, 14<sup>e</sup> édition, 1992.
- SERFATY, Simon, *La Politique étrangère des États-Unis de Truman à Reagan. Les années difficiles*, Paris, PUF, coll. « Politique d'aujourd'hui », 1986.
- SERVAN-SCHREIBER, Jean-Jacques, *Le Défi américain*, Paris, Denoël, 1967.
- SICARD, Pierre, « Le Kennedy Round, une entreprise ambiguë », *Histoire, économie et société*, n° 1, 2003, p. 59-70.
- SICARD, Pierre, *Histoire économique des États-Unis depuis 1945*, Paris, Nathan, coll. « Histoire 128 », 1995.
- SINGER, Hans W., « La création de la CNUCED et l'évolution de la pensée contemporaine sur le développement », *Tiers-Monde*, vol. 35, n° 139, p. 489-498.
- SMITH, Tony, *America's Mission, The United States and the Worldwide Struggle for Democracy in the Twentieth Century*, Princeton, Princeton University Press, 1994.
- SORENSEN, Theodore C., *Kennedy*, New York, Smithmark, 1965.
- SOUTOU, Georges-Henri, *La Guerre de cinquante ans. Les relations Est-Ouest 1943-1990*, Paris, Fayard, 2001.
- STATLER, Kathryn C. et JONES, Andrew L. (dir), *The Eisenhower Administration, the Third World and the Globalization of the Cold War*, Lanham, Rowman and Littlefield Publishers, coll. « The Harvard Cold War Studies Book », 2006.
- STEDMAN, Daniel Jones, *Masters of the Universe. Hayek, Friedman, and the Birth of Neoliberal Politics*, Princeton/Oxford, Princeton University Press, 2012.
- STEPHANSON, Anders, *Manifest Destiny. American Expansion and the Empire of Right*, New York, Hill and Wang, 1995.
- STEWART, Patrick, *The Best Laid Plans, The Origins of American Multilateralism and the Dawn of the Cold War*, Lanham, Rowman and Littlefield Publishers, 2009.
- STRANGE, Susan, *Rival States, Rival Firms: Competition for World Market Shares*, Cambridge, Cambridge University Press, 1991.
- STRANGE, Susan, « Truman's Point Four », *Year Book of World Affairs*, 1950, p. 264-288.
- THUAN, Trinh Xuan, *Le Cosmos et le Lotus. Confessions d'un astrophysicien*, Paris, Albin Michel, 2011.
- THUYBAERT, Prosper, *L'Art de la diplomatie multilatérale*, Vander, Bruxelles, 1991.
- TOBIN, James et WEIDENBAUM, Murray (dir.), *Two Revolutions in Economic Policy. The First Economic Reports of Presidents Kennedy and Reagan*, Cambridge/London, The MIT Press, 2<sup>e</sup> édition, 1989.

- TONIOLO, Gianni, *Central Bank Cooperation at the Bank of International Settlements, 1930-1973*, New York, Cambridge University Press, 2005.
- TOUSCOZ, Jean, « La coopération internationale et les matières premières exportées par les pays du Tiers Monde : les conditions d'un échange égal », *Tiers-Monde*, vol. 17, n°66, 1976, p. 539-560.
- TOYE, John et TOYE, Richard, *The U. N. and Global Political Economy: Trade, Development Economics*, Bloomington, Indiana University Press, 2<sup>e</sup> édition, 2004.
- VALLUIS, Bernard, « Sécurité alimentaire : pour des stocks de réserve », FARM (Fondation pour l'agriculture et la ruralité dans le monde, reconnue d'utilité publique), *Point de vue n°1*, avril 2013, p. 1-33.
- VAN DER WEE, Herman, *Histoire économique mondiale, 1945-1990*, Louvain-la-Neuve, Academia Duculot, 1990.
- VIDAL, Jean-François, *Les Fluctuations internationales de 1890 à nos jours*, Paris, Économica, 1989.
- WALLACE, Helen, POLLACK, Mark A., YOUNG, Alasdair R., *Policy-Making in the European Union*, Oxford, Oxford University Press, 2015.
- WARLOUZET, Laurent, *Le Choix de la CEE par la France. L'Europe économique en débat de Mendès France à de Gaulle (1955-1969)*, Paris, CHEFF, 2011.
- WERTH, Nicolas, *Histoire de l'Union soviétique de Khrouchtchev à Gorbatchev*, Paris, PUF, coll. « QSJ » n°3038, 1995.
- WESTAD, Odd Arne, *The Global Cold War: Third World Interventions and the Making of Our Times*, Cambridge, Cambridge University Press, 2005.
- WILKINS, Mira, *The History of Foreign Investment in the United States to 1914*, Cambridge, Harvard University Press, 1989.
- WILKINS, Mira, *The Maturing of Multinational Enterprise: American Business Abroad from 1914 to 1970*, Cambridge, Harvard University Press, coll. « Harvard Studies in Business History », n° 27, 1974.
- WOOD, John, *A History of Central Banking in Great Britain and the United States*, Cambridge, Cambridge University Press, 2005.
- WOOLCOCK, Stephen, « European Union Policy towards Free Trade Agreements », Bruxelles, ECIPE, « Working Paper », n°03, 2007, p. 1-15.
- YEAGER, Leland B., *International Monetary Relations*, New York, Harper and Row Publishers, University of Virginia, 1966.
- YOUNG, Alasdair R., « Extending European Cooperation. The adaptation of European Foreign Economic policy; from Rome to Seattle », *Journal of Common Market Studies*, vol. 38, n°1, 2000, p. 93-116.
- ZEILER, Thomas W., *American Trade and Power in the 1960s*, New York, Columbia University Press, 1992.
- ZIMMERMANN, Hubert, *Money and Security: Troops, Monetary Policy, and West Germany's Relations with the United States and Britain, 1950-1971*, New York, Cambridge University Press, 2004.

## INDEX DES NOMS DE PERSONNES

### A

- Ackley, Gardner 284.  
 Anderson, Robert B. 38, 58, 59, 67, 68, 120.  
 Ansiaux, Hubert 139.

### B

- Baird, Julian 38.  
 Ball, George 48, 92, 100, 131, 148, 175, 219, 221, 226, 227, 233.  
 Bauer, Peter 290.  
 Beyen, Johan Willem 168.  
 Blessing, Karl 130.  
 Bobba, François 120, 121, 154.  
 Brentano, Heinrich von 100  
 Bridge, Roy 66.  
 Brunner, Karl 290.  
 Bush, George W. Jr. 46.

### C

- Campos, Roberto 200.  
 Castro, Fidel 57, 215, 270  
 Churchill, Winston 54.  
 Connally, John 147.  
 Cromer (Lord) 164.

### D

- Dillon, Douglas 31, 49-51, 57, 70, 81, 87, 111, 119, 120, 127, 132, 138, 144, 147, 152, 153, 173, 185, 222, 226, 268, 271, 280, 284, 285, 288.  
 Dowling, Walter C. 101.

### E

- Eisenhower, Dwight D. *passim*.  
 Erhard, Ludwig 130, 238, 245.  
 Etsel, Franz 130.

### F

- Freeman, Orville L. 53, 226.  
 Friedman, Milton 112, 283, 285, 286, 287, 289  
 Furtado, Celso 201.

### G

- Galbraith, John K. 52, 53, 269, 284.  
 Gaulle, Charles de 132, 147, 157, 158, 160, 164, 170, 184, 185, 232, 234-239.  
 Getz-Wold, Knut 183.  
 Giscard d'Estaing, Valéry 132, 146, 149.  
 Goldwater, Barry 287, 288.  
 Grewe, Wilhelm 130.  
 Guderman, Edward 112, 289.  
 Guindey, Guillaume 63.

### H

- Haberler, Gottfried 197, 200-204, 206-209, 211, 214, 215, 228, 229, 243, 244, 250, 289, 290.  
 Hallstein, Walter 91, 108, 210, 222.  
 Hansen, Alvin H. 37.  
 Hayek, Friedrich A. von 284.  
 Hayes, Alfred 43, 68.  
 Heckscher, Eli 201.  
 Heller, Walter W. 51, 53-55, 98, 99, 138-141, 146, 148, 174, 176, 177, 284.

Hicks, John R. 37.

Hijzen, Theodorus 246.

Ho Chi-Minh 215.

Hodges, Luther H. 79, 95, 104, 134.

Hoffman, Paul 168.

## J

Jacobson, Per 142, 143.

Johnson, Lyndon B. 274.

## K

Kaysen, Carl 160.

Kennedy, John F. *passim*.

Keynes, John Maynard 53-55, 112, 119, 140, 148, 149, 174, 177, 182, 201, 207, 256.

Khrouchtchev, Nikita 13, 20, 44-48, 57, 103, 107, 108, 285.

Killingworth, Charles 174.

Kristensen, Thorkil 158.

## L

Lacharrière, Guy de 196, 253.

Lal, Deepak 290.

Lumumba, Patrice 102.

## M

MacArthur, Douglas 220, 234.

MacMillan, Harold 219.

Marjolin, Robert 24, 124, 127, 150-152, 154-157, 160, 164, 167, 168, 172, 239, 246.

Maudling, Reginald 150, 153, 154.

McChesney Martin, William 51, 147, 157.

Meade, James 201.

Monnet, Jean 135, 155-157, 159, 235.

Myrdal, Gunnar 174.

## N

Nathan, Robert R. 174.

Nixon, Richard 14, 51, 59, 62, 129, 147, 287, 289

## O

Ohlin, Bertil 201.

Okun, Arthur 284.

## P

Parsons, Maurice 156.

Patinkin (Don) 37.

Petersen, Howard 231.

Pompidou, Georges 132.

Porter, Paul R. 103.

Prebisch, Raúl 203, 204, 254, 256, 265, 282, 290, 291.

Posthuma, Suardus 150, 151, 153, 154.

Preti, Luigi 245.

## R

Reagan, Ronald 287-289, 291.

Reuss, Henry S. 57.

Ricardo, David 200.

Rockefeller, Nelson 75.

Roosa, Robert V. 51, 58, 129, 130, 143, 147, 148, 151, 153, 162, 164.

Roosevelt, Franklin D. 21, 46, 55, 56, 174, 296.

Rostow, Walt 24, 47, 237, 242, 265, 266, 282, 290.

Royer, Jean 217.

Rueff, Jacques 159.

Rusk, Dean 103, 219.

## S

Samuelson, Paul A. 38, 201.

Schlesinger, Arthur M. Jr. 145-147, 149, 173, 185.

Schweitzer, Pierre-Paul 161.

Sharp, Mitchell 262.

Singer, Paul 256, 290, 291.

Smith, Adam 174, 296.

Solow, Robert 112, 284.

Southard, Frank A. Jr. 67.  
Spaak, Paul-Henri 171, 219, 234, 235.  
Steed, Tom 93.  
Sukarno, Achmed 102.

**T** \_\_\_\_\_  
Tinbergen, Jan 200, 201.  
Tobin, James 112, 145-148, 283, 284.  
Triffin, Robert 119, 120, 125, 126, 128, 133,  
134, 138, 140, 146, 148, 150, 151, 157, 164.  
Truman, Harry 97, 98, 190.  
Tuthill, John Wills 174, 245.

**V** \_\_\_\_\_  
Van der Lee, Jacob Jan 210.  
Van Lennep, Emile 151.  
Viaud, Maurice 253.

**W** \_\_\_\_\_  
Weidenbaum, Murray 283.  
Willis, George H. 31, 42, 49, 61, 66, 100, 129.  
Wilson, Woodrow 21.  
Wyndham White, Eric (Sir) 193.



INDEX DES ORGANISATIONS MULTILATÉRALES  
(INTERNATIONALES ET RÉGIONALES)  
ET DES INSTITUTIONS NATIONALES

**A** \_\_\_\_\_

- Accord monétaire européen (AME) 125, 156, 158, 161.  
 Agence internationale de développement (AID) (EU) 9, 12, 75, 253, 259, 261, 272, 273.  
 Association européenne de libre-échange (AELE) 92, 219, 231, 252.

**B** \_\_\_\_\_

- Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures (AIIB) 9, 293.  
 Banque d'Angleterre 66, 67, 164.  
 Banque d'Italie 71.  
 Banque de Belgique 139.  
 Banque de développement interaméricaine 105.  
 Banque de France 66, 68, 119, 132, 145, 185.  
 Banque de Norvège 183.  
 Banque des règlements internationaux (BIS) 9, 63, 117, 139, 279, 286.  
 Banque Export-Import (EU) 105, 274.  
 Banque fédérale de réserve (Réserve fédérale) (EU) 51, 53, 183, 286.  
 Banque fédérale de réserve de New York 42, 68, 82, 147, 158.  
 Banque internationale de reconstruction et de développement (BIRD) 9, 12, 19, 100, 105, 153, 251.

Banque mondiale 12, 32, 52, 55, 100, 197, 204, 294.

BRICS 293.

Bureau du Budget (EU) 43, 44, 102, 104, 165, 179, 191, 272.

**C** \_\_\_\_\_

- Comité d'action de Jean Monnet 155, 159.  
 Comité de l'agriculture (OMC) 199.  
 Comité de la politique économique (OCDE) 162, 170.  
 Comité des gouverneurs des Banques centrales des pays membres (CEE) 143, 152, 153.  
 Comité des négociations tarifaires (GATT) 230.  
 Comité du cabinet sur la balance des paiements (EU) 273.  
 Comité monétaire (CEE) 126, 127, 137, 150, 151, 159, 160.  
 Commission européenne (CEE) 9, 24, 91, 92, 108, 118, 120, 125-127, 135, 143, 150-155, 159, 164, 171, 172, 178, 185, 197, 210, 237, 239, 245, 246, 252, 254, 263, 269, 270.  
 Commission économique pour l'Afrique (ONU) 213.  
 Commission économique pour l'Amérique latine (CEPAL) (ONU) 9, 283.

- Commonwealth 34, 97, 171, 194, 195, 205, 211, 213, 220, 221, 233-235, 238, 239, 246, 247.
- Communauté économique européenne (CEE) 9, 12, 13, 16, 17, 19, 20, 23, 32, 34, 48, 49, 79, 91-93, 95-97, 108, 113, 118-122, 123-129, 132, 134, 135, 137, 138, 142, 145, 150-154, 156-160, 162, 164-167, 169, 171-173, 177, 180, 182, 184, 190, 193, 194, 198, 200, 203, 205-213, 217-223, 226-233, 235-239, 241, 244, 246, 247, 249-252, 254, 255, 263, 265, 275-277, 282.
- Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA) 9, 12, 161, 167, 168, 220, 237.
- Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement (CNUCED) 9, 12, 23, 197, 200, 203, 207, 242, 249-257, 265, 276, 277, 282.
- Conseil des ministres (OCDE) 175.
- Conseil des ministres des Finances (CEE) 126, 159.
- Council of Economic Advisers (CEA) (EU) 9, 51, 53, 54, 99, 112, 128, 138, 140, 141, 144-149, 151, 161, 164, 176, 269, 272, 283.
- Council on Foreign Economic Policy (EU) 105.
- D** \_\_\_\_\_
- Département d'Etat (EU) 48, 75, 92, 100, 105, 156, 161, 170, 175, 212, 214, 219-224, 226-228, 232, 236, 241, 242, 257, 259, 272.
- Département de l'Agriculture (EU) 96, 274.
- Département du Commerce (EU) 20, 78, 79, 81, 82, 95, 103, 134, 175, 220, 221, 225, 257-259, 261, 266.
- Département du Travail (EU) 213-215, 259.
- Département du Trésor (EU) 30, 32, 38, 41, 42, 49-51, 61, 62, 64, 65, 67, 69-72, 77-79, 81, 83, 85-88, 91-95, 98-100, 105, 112, 119, 120, 122, 123, 125-127, 129-132, 134, 138, 140, 141, 143-145, 147-149, 152, 156-158, 160-164, 176, 183, 185, 222, 227, 228, 261, 266, 268-274, 280, 283, 285, 286, 288, 289, 295.
- Development Assistance Group (DAG) 9, 32, 100, 101, 276, 277, 282.
- Development Loan Fund (DLF) 9, 32, 105, 106.
- Direction générale de l'économie et des finances de la Commission européenne DG II (CEE) 24, 120, 121, 123-126, 128, 133-135, 138, 142, 171.
- Direction générale des Affaires générales (étrangères) de la Commission européenne DG I (CEE) 24.
- E** \_\_\_\_\_
- États africains et malgache associés (EAMA) 9, 194, 205, 208, 240, 241, 252.
- European Cooperation Administration (ECA) 9, 168.
- F** \_\_\_\_\_
- Fonds de développement pour les pays européens sous-développés (OCDE) 157.
- Fonds européen de développement (FED) (CEE) 9, 190, 276, 277, 282.
- Fonds européen de réserve (CEE) 135, 155.
- Fonds monétaire international (FMI) 9, 12, 17, 19, 20, 23, 27, 52, 58, 63-65, 68, 69, 72, 77, 105, 113, 117, 119, 120, 125-127, 129, 135, 137-145, 147, 149-151, 153-161, 163, 164, 169, 173, 184, 185, 197, 202, 204, 207, 208, 251, 257, 275-280, 288, 290, 291, 293, 296.
- Food and Agriculture Organization (FAO) 9, 12, 190, 251, 263, 276, 277.
- G** \_\_\_\_\_
- General Agreement on Tariffs and Trade (GATT) 9, 12, 17, 19, 23, 32, 48, 58, 91, 92, 96, 113, 120, 145, 167, 168, 189-191, 193, 194-199, 200-202, 206-209, 213-219, 223, 224, 226, 227-229, 231, 232, 237-240, 243, 244-247, 249, 251, 252, 254-256, 261, 264-266, 275-277, 279, 280, 282, 289-291.
- Groupe des Dix (G10) (FMI) 20, 117, 142, 145, 160, 163, 164, 184, 277, 279.



I \_\_\_\_\_

International Cooperation Administration (ICA) (EU) 9, 775, 76, 105, 196.

International Development Association (IDA) 9, 32, 100, 105.

M \_\_\_\_\_

Marché commun (CEE) 79, 92, 93, 96, 143, 151, 152, 157, 160, 166, 168, 170, 172, 194, 208, 211, 217-223, 232, 234, 243, 235-238, 245, 251, 295.

N \_\_\_\_\_

National Advisory Council (EU) 44.

National Security Council (EU) 105, 235.

O \_\_\_\_\_

Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) 9, 12, 17, 23, 35, 52, 58, 100, 101, 111, 113, 117, 118, 140, 141, 151, 154, 155, 157, 158, 161-166, 169-185, 193, 244, 252, 260, 274-277, 279, 280, 281, 288, 289.

Organisation des Nations Unies (ONU) 9, 12, 17, 19, 23, 34, 35, 58, 102, 103, 113, 145, 190, 196, 207, 213, 245, 247, 249, 250, 252, 253, 262, 275-277, 281, 283, 292, 296.

Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) 9, 12, 17, 35, 50, 58, 89, 101, 102, 145, 170, 171, 220, 234-236, 239, 270, 275-277.

Organisation européenne de coopération économique (OECE) 9, 12, 32, 52, 165, 166-170.

Organisation internationale du commerce (OIC) 9, 19, 255, 256.

Organisation mondiale du commerce (OMC) 9, 195-197, 199, 200, 209, 229, 231, 251, 253, 292, 293, 295, 296.

P \_\_\_\_\_

Pays et territoires d'outre-mer (PTOM) 9, 13, 194, 205, 208-210, 221.

Programme alimentaire mondial (PAM) 9, 190, 276, 277.

U \_\_\_\_\_

Union de l'Europe occidentale (UEO) 9, 238.

Union européenne (UE) 9, 12, 13, 292, 295, 296.

Union européenne de réserve (UER) 9, 156-158.

Union européenne des paiements (UEP) 9, 156, 157, 161.

W \_\_\_\_\_

Working Party-3 (WP-3) (OCDE) 117, 151, 155, 162, 171.



## REMERCIEMENTS

Cet ouvrage se situe dans le prolongement de celui intitulé : *Histoire du multilatéralisme. L'utopie du siècle américain de 1918 à nos jours*, paru aux PUPS en 2014.

Je voudrais ici renouveler l'expression de ma reconnaissance à Dominique Barjot, garant de l'habilitation de recherches. Et remercier aussi le laboratoire CICC (devenu AGORA) de l'université de Cergy-Pontoise ainsi que le Conseil scientifique, pour m'avoir octroyé un congé de recherches. Ce congé m'a permis de commencer la rédaction de cet ouvrage.

Ici, je souhaite remercier le jury de la soutenance de l'habilitation à diriger les recherches, pour ses remarques et pour le fructueux débat, Dominique Barjot, Bouda Etemad, Olivier Forcade, Michel Margairaz, René Leboutte et Samir Saul. Et tout particulièrement Olivier Forcade, responsable des Presses de l'Université Paris-Sorbonne, pour avoir proposé de publier ce manuscrit dans le sillage du premier tome sur l'histoire du multilatéralisme. Je voudrais aussi remercier spécialement Samir Saul pour m'avoir invitée au département d'Histoire de l'université de Montréal de janvier à juin 2018.

Ce travail, je dois le reconnaître, s'est identifié à une véritable ascension de l'Everest...



## LISTE DES GRAPHIQUES, SCHÉMAS ET TABLEAUX

### GRAPHIQUES

Graphique 1. Les réserves d'or et les obligations extérieures des États-Unis de 1951 à 1976 (en milliards de dollars) .....	36
Graphique 2. Les prix de l'or nominal et réel de 1934 à 1973 (en dollars, à 35 dollars l'once d'or depuis 1934) .....	39
Graphique 3. Les réserves d'or américaines de 1951 à 1976 (en millions de dollars) ..	60
Graphique 4. Évolution des prix des produits primaires (ou tropicaux) de 1960 à 1965 (en centimes de dollars la livre, c/lb) .....	243

### SCHÉMAS

Schéma 1. Modèle du multilatéralisme (de 1945 à nos jours) .....	12
Schéma 2. Nouvelle organisation multilatérale liée au déficit de la balance des paiements américaine (1958-1963) .....	276

### TABLEAUX

Tableau 1. Le modèle d'études pour une histoire multilatérale .....	18
Tableau 2. Aspects de la balance des paiements américaine selon la directive d'Eisenhower du 17 novembre 1960 (en milliards de dollars) .....	34
Tableau 3. Taux d'inflation annuel aux États-Unis .....	37
Tableau 4. Production d'or des États-Unis et du monde (non compris l'URSS) (en millions de dollars, à 35 dollars l'once d'or) .....	39
Tableau 5. Le déficit de la balance des paiements des États-Unis et les réserves d'or (en millions de dollars) .....	60
Tableau 6. Solde commercial (Exportations en biens et services - Importations en biens et services), sorties de capitaux privés et publics et sorties d'or des États-Unis (en milliards de dollars) .....	62
Tableau 7. Ventes d'or des États-Unis aux pays européens (en millions de dollars) .....	65
Tableau 8. Récapitulatif du prix de l'or sur le marché à Londres d'octobre 1960 à février 1961 .....	68

Tableau 9. Retours des investissements et sorties de capitaux, de 1956 à 1960 (en millions de dollars) .....	77
Tableau 10. Les investissements directs (ID) des entreprises des États-Unis de 1950 à 1959 sur la base de 1948 (en millions de dollars) .....	83
Tableau 11. Les bénéfices non-distribués des investissements directs des compagnies américaines à l'extérieur par zone géographique et par industrie pour l'année 1959 (en millions de dollars).....	84
Tableau 12. Taux d'intérêt du dollar (en pourcentage) .....	87
Tableau 13. Exportations et importations des biens et services des États-Unis (en millions de dollars) .....	90
Tableau 14. Évolution des taux d'escompte en 1960 et rendement des bons du Trésor (octobre 1960) .....	123
Tableau 15. Réserves d'or et dettes à court terme des États-Unis (situation en fin de période) (en milliards de dollars).....	133
Tableau 16. Taux de croissance du Produit national brut (PNB) par an et par habitant de 1950 à 1960 (en pourcentage).....	181
Tableau 17. Exportations par produit en provenance de l'ensemble des pays en voie de développement vers la CEE, la Grande-Bretagne, les États-Unis et l'URSS de 1958 à 1960 (en valeur 1000 dollars).....	198
Tableau 18. Les fluctuations des prix des produits de base (1953 =100) .....	204
Tableau 19. Les droits de douane d'importation les plus élevés en 1957.....	205
Tableau 20. « Liste comprenant les produits pour lesquels il est proposé que le niveau au TEC soit réduit de 50% » en 1961 .....	211
Tableau 21. Exportations et importations (totales et par produit) des États-Unis vers et en provenance de l'Europe de l'Ouest de 1960 à 1962 d'après le département du Commerce des États-Unis en 1961 (en millions de dollars) .....	225
Tableau 22. Balances commerciales comparées des échanges des pays en voie de développement (PVD) de 1953 à 1963 (en millions de dollars) .....	240
Tableau 23. La dette des pays en développement et l'aide économique occidentale de 1956 à 1961 (en millions de dollars).....	241
Tableau 24. La balance des paiements américaine de 1960 à 1963 (y compris novembre et décembre).....	268

## TABLE DES MATIÈRES

Liste des abréviations.....	9
-----------------------------	---

### INTRODUCTION

<b>Une histoire du multilatéralisme</b> .....	11
Le prisme de la balance des paiements américaine.....	11
Une méthodologie adaptée à l'histoire du multilatéralisme.....	17
Les trois partenaires du « monde libre » multilatéral : les enjeux du multilatéralisme ....	22

### PREMIÈRE PARTIE

## LES ÉTATS-UNIS ET LE DÉFICIT DE LEUR BALANCE DES PAIEMENTS : UN DANGER ? (1958-1961)

### CHAPITRE I

<b>Résoudre ou non le déficit de la balance des paiements américaine ?</b> .....	29
La dramatisation du déficit .....	29
Les causes du déficit présentées par Eisenhower .....	29
Le difficile partage du fardeau avec les pays alliés.....	31
Le bilan présenté par Eisenhower .....	33
Le choix d'une « discipline monétaire ».....	40
Un « équilibre raisonnable de la balance des paiements » .....	41
Restaurer la confiance des marchés financiers.....	41
Réorganiser la politique économique extérieure des États-Unis.....	43
Les dernières mesures transmises à Kennedy .....	49
Restaurer la confiance dans le dollar : l'objectif repris par Kennedy .....	50
Le discours rassurant sur l'état de la nation du 30 janvier 1961.....	50
Le discours sur la balance des paiements du 6 février 1961 .....	51
Le dilemme de la balance des paiements .....	52
Le choix de l'équilibre budgétaire .....	56

### CHAPITRE II

<b>De l'or et des dollars</b> .....	59
Le dollar en danger .....	59
L'équilibre entre les réserves d'or et le solde commercial.....	59
Dévaluer ou non le dollar ? .....	63
Le combat contre le marché de l'or à Londres.....	66

Le retour du problème des sorties d'or en été 1961 .....	70
Les sorties de capitaux américains : un problème délicat .....	73
La remise en cause des faveurs fiscales sous Eisenhower .....	74
La suppression des faveurs fiscaux : un succès pour Kennedy? .....	80
La question des bénéficiaires non rapatriés au pays .....	82

### CHAPITRE III

#### Miser sur la relance des exportations et le partage des dépenses publiques

extérieures .....	89
La solution des exportations .....	90
Utiliser le GATT : l'objectif d'Eisenhower .....	91
Les importations du pétrole américain .....	93
La réponse de Kennedy avec l' <i>Export Expansion</i> et le <i>Trade Expansion Act</i> .....	95
La solution de partage de l'aide au développement .....	97
Encourager les prêts à long terme bilatéraux des pays européens .....	98
Le discours sur l'aide étrangère de Kennedy le 22 mars 1961 .....	102
Comparaison avec l'aide étrangère soviétique .....	106

324

## DEUXIÈME PARTIE

### L'EUROPE DE L'OUEST ET LE « DÉFICIT IMPÉRIEUX » DE LA BALANCE DES PAIEMENTS AMÉRICAINE (1961-1963)

#### CHAPITRE IV

<b>Impliquer la Communauté économique européenne</b> .....	119
La prudence de la Commission européenne .....	120
Les propositions de la Direction générale des Affaires économiques et financières de la CEE .....	120
Les réponses des ministres des Finances des Six et du Comité monétaire de la CEE .....	126
Le point de vue de la CEE sur le discours de Kennedy du 6 février 1961 .....	127
Les « expédients à court terme » .....	129
La réévaluation du deutschemark (mars 1961) .....	129
Le remboursement anticipé des dettes aux États-Unis (1962) .....	131
Les inquiétudes de la Communauté économique européenne (1962-1963) .....	132
La persistance du déficit américain .....	133
La solvabilité des États-Unis en question .....	134

#### CHAPITRE V

<b>Resserrer la coopération transatlantique au sein du Fonds monétaire international</b> .....	137
Le fonds monétaire international doit-il être réformé? .....	137
L'éventuel recours des États-Unis au FMI .....	138
Augmenter les ressources du FMI en 1961 .....	139
La réunion du FMI à Vienne en septembre 1961 .....	141
L'internationalisation du déficit américain en 1962 .....	144



La position réformiste du Council of Economic Advisers .....	145
L'offensive du département du Trésor .....	147
Une réforme du système monétaire international prévue en 1965 ? .....	149
La réunion du Fonds monétaire international le 17 septembre 1962.....	153
Coopérer avec une Europe monétaire, l'OCDE ou le FMI?.....	155
L'adhésion des États-Unis à un Fonds de réserve européen ?.....	155
Le projet d'une Europe monétaire.....	159
L'entrée en jeu du Working Party-3 de l'OCDE.....	162

#### CHAPITRE VI

<b>Relancer la croissance économique dans le cadre de l'OCDE</b> .....	165
Créer l'OCDE face à la CEE?.....	165
Les enjeux passés de l'OECE de 1948 à 1960.....	167
La Communauté atlantique face au plan Fouchet.....	170
Le danger de la dissolution de la CEE dans l'OCDE.....	171
Une autre vision de la prospérité.....	173
« La croissance économique soutenue » fixée à 50 %.....	173
La compétition économique du « bloc sino-soviétique » .....	179
Prendre en compte le déficit de la balance des paiements américaine.....	182

### TROISIÈME PARTIE

## LA SOLUTION MULTILATÉRALE AU DÉFICIT AMÉRICAIN : LE COMMERCE MONDIAL AVEC L'EUROPE DE L'OUEST ET LE TIERS MONDE (1961-1963)

#### CHAPITRE VII

<b>La relance des exportations dans le cadre du GATT : les limites du Dillon Round (septembre 1960-juillet 1962)</b> .....	193
Les difficiles négociations entre la CEE et les pays en développement (octobre 1960 - mai 1961).....	193
Le statut des pays en développement au GATT .....	195
Le rapport décisif d'Haberler de 1958 .....	197
La première phase du Dillon Round (octobre 1960-mai 1961) .....	208
Les protestations des pays en développement .....	209
Les négociations entre l'Europe de l'Ouest et les États-Unis (1961).....	217
L'offre de baisse linéaire des Six .....	217
Les difficultés des États-Unis face aux déceptions des Six et de la Grande-Bretagne.....	218
La Grande-Bretagne et la CEE dans une même institution régionale économique?.....	219
Les compromis sur certains produits industriels et agricoles.....	221
Poursuivre ou interrompre les négociations?.....	225
La IX <sup>e</sup> réunion du GATT (novembre-décembre 1961).....	228

## CHAPITRE VIII

<b>Équilibrer les relations grâce au futur Kennedy Round (1962-1963)</b> .....	231
Quelques éléments sur le <i>Trade Expansion Act</i> .....	231
Négocier les produits agricoles entre les États-Unis et l'Europe de l'Ouest .....	233
Les produits agricoles tempérés et l'adhésion de la Grande-Bretagne à la CEE .....	233
La Politique agricole commune et les compromis pour le Kennedy Round .....	237
Le partage du fardeau : garder les pays du Tiers Monde dans le GATT (1962-1963) .....	239
Le problème des recettes tirées des exportations.....	239
Une réduction de 50 % des droits de douane?.....	244

## CHAPITRE IX

<b>Les mesures commerciales hors du GATT (1962-1963)</b> .....	249
La conférence des Nations unies pour le développement et le commerce (1962-1963) : un contrepois au GATT? .....	249
Les origines du projet.....	249
Les stratégies des États-Unis et de la CEE .....	251
La version définitive de la Conférence .....	253
Les accords mondiaux sur les produits tropicaux :	
une « solution politique » des États-Unis .....	255
La Charte de La Havane de 1948 .....	255
Un moyen de relancer les exportations américaines.....	256
Deux exemples d'accords mondiaux : le café et le cacao .....	262
La réunion du GATT en mai 1963.....	264

## CONCLUSION

<b>Un nouveau « monde libre » multilatéral</b> .....	267
Le bilan de la balance des paiements américaine à la fin de la présidence de John F. Kennedy .....	267
Le schéma du système multilatéral construit autour du déficit américain depuis 1960 .....	275
La politique économique extérieure des États-Unis à travers le système multilatéral ou une nouvelle diplomatie économique et multilatérale .....	278
L'ère du multilatéralisme jusqu'à nos jours.....	292
Glossaire.....	295
Sources.....	297
Bibliographie .....	301
Index des noms de personnes .....	311
Index des organisations multilatérales (internationales et régionales) et des institutions nationales .....	315
Remerciements.....	319
Liste des graphiques, schémas et tableaux.....	321